MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Troisième séance – Mercredi 6 juin 2001, à 17 h

Présidence de M. Pierre Losio, président

La séance est ouverte à 17 h dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *M^{me} Sophie Christen, M. Sacha Ding, M^{me} Fatiha Eberle, MM. André Kaplun, Pierre Maudet, Mark Muller, Jean-Pierre Oberholzer, M^{mes} Alexandra Rys, Evelyne Strubin et Arielle Wagenknecht.*

Assistent à la séance: *M. Manuel Tornare, maire, M. André Hediger, vice-président, MM. Christian Ferrazino, Pierre Muller et Alain Vaissade, conseillers administratifs.*

CONVOCATION

Par lettre du 23 mai 2001, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour mardi 5 juin et mercredi 6 juin 2001, à 17 h et 20 h 30.

1. Communications du Conseil administratif.

M. Alain Vaissade, conseiller administratif. J'aimerais vous faire une annonce accompagnée de diverses informations. Tout d'abord, nous avons déposé sur la table dans la salle des pas perdus le programme de la dixième édition de la Fête de la musique, qui aura lieu du jeudi 21 au dimanche 24 juin. Je pense que c'est une information importante à donner également à ceux qui suivent la retransmission télévisée de nos débats, puisque la Fête de la musique a dix ans cette année. J'aimerais rappeler que, l'an dernier, le souffle chaleureux de la fête avait gagné pour la première fois la place Neuve, avec le succès que l'on sait. Cette année, la statue du général Dufour vivra notamment au rythme world, funky, tzigane et épicé d'Emir Kusturica, avec le No Smoking Orchestra. Vous en avez peut-être entendu parler, ce sera le concert d'ouverture au soir du 21 juin.

Dans le parc des Bastions voisin, le son sera plutôt rock et techno à l'enseigne de la crypte, espace spécialement aménagé pour l'occasion.

Du côté de la musique classique, il y aura plus de 200 formations, orchestres, chœurs et ensembles vocaux, ensembles de musique de chambre, chanteurs lyriques, instrumentistes, élèves d'écoles de musique, institutionnelles et privées, qui se produiront dans une vingtaine de lieux, dont deux nouveaux, la salle des Abeilles au Palais de l'Athénée, et le studio Ernest-Ansermet, à la Radio suisse romande Espace 2. La cour de l'Hôtel de Ville sera toujours utilisée; elle deviendra pour un week-end le haut lieu de l'opéra, avec, entre autres, la création du *Château de Barbe-Bleue*, de Béla Bartók, dans le cadre d'une soirée consacrée à la musique hongroise, et la présentation d'un opéra bouffe de Bizet, *Le Docteur Miracle*. Quant à la cour du Musée d'art et d'histoire, elle accueillera en grande première un véritable festival de danse programmé par l'Association pour la danse contemporaine.

Cette année, la chaîne TV5 a choisi de retransmettre la Fête de la musique pendant vingt-quatre heures non-stop, les 23 et 24 juin. Ce sera aussi l'occasion de montrer, sur cette chaîne de télévision, d'une manière plus complète ce qui se passe durant cette fête.

J'aimerais aussi dire que, à l'occasion de la Fête de la musique, tous les musées de la ville seront ouverts à la population et que l'entrée sera gratuite.

Voilà donc le condensé du programme de cette fête; quant au programme lui-même, vous le trouverez à l'arcade municipale du pont de la Machine ainsi que dans toutes les institutions culturelles de la Ville. Vous pouvez le dire à vos amis et connaissances. Pour ma part, je répète à l'intention de tous les téléspectateurs que le programme est disponible dès maintenant. Il y aura plus de 600 concerts

gratuits en trois jours – sans compter le grand concert du jeudi soir – ce qui fait que la Fête de la musique a vraiment acquis une dimension qu'on pourrait appeler européenne.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

Le président. Nous avons reçu une lettre de M. Tornare; je demande à M. Jean-Charles Lathion, premier secrétaire, de bien vouloir en donner lecture.

Lecture de la lettre:

Genève, le 5 juin 2001

Concerne: Rapport de la commission des finances chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif en vue du bouclage du crédit extraordinaire de 2 500 000 francs destiné au financement des contrats de culture, en vue de poursuivre l'effort de renouvellement du patrimoine arborisé de la Ville de Genève, sans demande de crédit complémentaire (PR-86 A)

Madame la conseillère municipale,
Monsieur le conseiller municipal,

A la suite de la séance du Conseil municipal du mercredi 16 mai dernier, je tiens à vous apporter les précisions suivantes concernant le rapport cité en marge.

A la page 2 de ce document, le rapporteur, Jean-Pascal Perler, conseiller municipal, indique que «6000 arbres ont été remplacés pour 8000 abattus». Ces chiffres ne correspondent pas à la réalité; il s'agit vraisemblablement d'une inversion.

En effet, dans un rapport sur l'ouragan Lothar [Beer, R.(2000): *L'ouragan Lothar et les arbres de la Ville de Genève*, in *Revue horticole suisse*, 73 (3/4): 63-66], il est confirmé qu'avec les arbres en contrats de culture la Ville de Genève, «... en une quinzaine d'années, a coupé près de 2000 arbres, essentiellement des végétaux très âgés, en fort mauvais état et présentant de réels dangers de chutes, alors que, dans le même temps, ce sont près de 6000 végétaux qui ont été plantés...».

En vous remerciant de l'attention que vous accorderez à cette précision, je vous prie de croire, Madame la conseillère municipale, Monsieur le conseiller municipal, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Manuel Tornare

Le président. Je vous remercie, Monsieur Lathion. En ce qui concerne les autres communications du Conseil municipal, je vous rappelle que nous aurons une salve de questions orales à 22 h 15, mais que nous arrêterons à 23 h pile, quel que soit le nombre de questions qui auront été développées. S'il en reste quelques-unes, elles seront reportées à une séance ultérieure.

Nous allons procéder de la manière suivante pour l'ordonnance des débats de ce soir: nous commençons par la motion M-188, pour laquelle a été acceptée hier une motion d'ordre demandant de la traiter aujourd'hui. Ensuite, nous ferons le troisième débat concernant le projet d'arrêté PA-10. Nous reviendrons alors à la suite normale de l'ordre du jour.

3. Motion de MM. Paul Oberson, Damien Sidler, Alain Fischer, Roman Juon, M^{mes} Vanessa Ischi, Marie-France Spielmann et Eustacia Cortorreal: «Toilettes pour tous» (M-188)¹.

PROJET DE MOTION

Considérant que:

- la fréquentation des quais connaît une forte fluctuation saisonnière et atteint un pic lors des mois les plus chauds;
- l'infrastructure sanitaire fixe ne suffit alors plus, et de loin, à faire face aux besoins de l'importante population fréquentant les bords du lac;
- cette insuffisance crée une nuisance polymorphe ressentie tant par les riverains que par les usagers,

Le Conseil municipal demande au Conseil administratif d'installer des toilettes supplémentaires pour la saison chaude sur toute la longueur des quais.

M. Damien Sidler (Ve). Nous n'allons pas nous étendre longtemps sur la question, puisqu'il s'agit simplement de placer des cabines de toilettes le long des

¹ «Mémorial 158^e année»: Annoncée, 4862.

quais à certains endroits, peut-être notamment en faisant prolonger les contrats que les organisateurs des Fêtes de Genève ont avec les entreprises qui louent ces cabines pour toute la saison d'été. C'est la raison pour laquelle nous avons demandé que cette motion soit traitée avant l'été, et nous espérons que vous accepterez de la renvoyer au Conseil administratif.

La parole n'étant pas demandée en préconsultation, la motion est mise aux voix; elle est acceptée à l'unanimité.

Elle ainsi conçue:

MOTION

Le Conseil municipal demande au Conseil administratif d'installer des toilettes supplémentaires pour la saison chaude sur toute la longueur des quais.

Le Conseil administratif est chargé de présenter un projet d'arrêté ou de prendre une mesure.

- 4. Rapport de la commission du règlement chargée d'examiner le projet d'arrêté de M^{me} Alice Ecuillon, MM. Bernard Paillard, Jean-Pierre Oberholzer, Jean-Charles Rielle, M^{mes} Christina Matthey, Hélène Ecuyer et M. René Winet, renvoyé en commission le 11 octobre 2000, intitulé: «Modification de l'article 78 du règlement du Conseil municipal» (PA-10 A)¹.**

Troisième débat

Le président. Je vous rappelle que nous pouvons reprendre toutes les questions traitées lors du deuxième débat. La discussion est ouverte. Je demande s'il y a des questions ou si quelqu'un souhaite prendre la parole.

La parole n'étant pas demandée, l'arrêté tel qu'il a été amendé en deuxième débat est mis aux voix; il est accepté par 22 oui contre 10 non.

¹ «Mémorial 158^e année»: Rapport, 5349.

L'arrêté est ainsi conçu:

ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu l'article 147 du règlement du Conseil municipal,

arrête:

TITRE VIII

Mode de délibérer

Article unique. – Le règlement du Conseil municipal est modifié comme suit:

Préconsultation

Art. 78. –

1. Inchangé

2. Inchangé

3. Inchangé

4. (*nouveau*) Si aucun conseiller municipal ne s'y oppose, sur proposition du bureau et avec l'aval des chefs de groupe, la proposition est renvoyée directement en commission sans débat.

Le troisième débat ayant eu lieu, l'arrêté devient définitif.

Le président. Je rappelle aux conseillères et aux conseillers qu'ils pourront rallumer leur téléphone portable à la fin de la séance.

5. Motion de MM. Sami Kanaan et Gérard Deshusses: «Pour un effort collectif en faveur du Théâtre de Carouge et le respect des décisions du Conseil municipal» (M-162)¹.

PROJET DE MOTION

Considérant:

- la résolution R-560 votée par le Conseil municipal en juin 1998, annonçant le retrait de la Ville de Genève du financement du Théâtre de Carouge à fin 2000 si de véritables négociations pour un partage plus équilibré et équitable des charges des grandes institutions culturelles d'importance régionale n'avaient pas débuté sérieusement;
- la décision du Conseil municipal du 16 décembre 2000 de supprimer la participation de la Ville de Genève au financement du Théâtre de Carouge, puisque aucun progrès n'a pu être enregistré dans ce domaine malgré la résolution R-560;
- l'absence, jusqu'à présent, de signes concrets de la part de l'Etat de Genève et de la commune de Carouge de contribuer de manière accrue au financement de ce théâtre important et populaire;
- le fait que la Ville de Genève continue d'assumer aujourd'hui la quasi-totalité du subventionnement des grandes institutions qui profitent à l'ensemble du canton (musées, Orchestre de la Suisse romande, Grand Théâtre, théâtres dramatiques, Bibliothèque publique et universitaire, etc.);
- la nécessité de trouver une nouvelle clé de répartition financière intercommunale, régionale et fédérale;
- les dangers entraînés par le maintien de la situation cloisonnée actuelle, qui met très gravement en péril l'existence même d'une activité culturelle professionnelle à Genève, avec des conséquences potentiellement catastrophiques d'un statu quo en termes de créations et d'emplois;
- l'existence du fonds culturel alimenté par les recettes du Casino de Genève, dévolu en principe à des actions ponctuelles;
- l'annonce médiatique selon laquelle «l'Etat sauverait le Théâtre de Carouge», alors qu'il s'agit de puiser dans le fonds culturel du Casino dénommé «Fonds culturel de Genève», institution de la Ville de Genève,

le Conseil municipal demande au Conseil administratif de n'appuyer une contribution ponctuelle du Fonds culturel de Genève au Théâtre de Carouge pour l'exercice 2001 que si les conditions suivantes sont réunies:

¹ «Mémorial 158^e année»: Urgence refusée, 3846.

- l'Etat de Genève et la commune de Carouge doivent également fournir un effort matériel pour couvrir le manque de 700 000 francs en 2001;
- de véritables négociations entre l'Etat et les communes, dont la Ville de Genève, doivent s'ouvrir pour assurer un financement plus équilibré et équitable de ce théâtre en particulier et des grandes institutions culturelles d'importance régionale.

M. Sami Kanaan (S). Cette motion M-162 avait été déposée, avec une clause d'urgence, en février de cette année. La clause d'urgence avait été refusée, c'est pourquoi nous traitons cette motion aujourd'hui. Parfois, le hasard du calendrier fait bien les choses; il est vrai qu'il aurait été intéressant de traiter cette motion à l'époque, mais il y a aussi des éléments qui font qu'il est au moins aussi intéressant de la traiter aujourd'hui. Toutefois, il est aussi important de la replacer dans son contexte, déjà par rapport à la décision que nous avons prise – en tout cas qu'une majorité a prise – le 16 décembre 2000, à savoir que le Conseil municipal n'a pas renouvelé la subvention pour le Théâtre de Carouge, subvention qui s'élevait à 700 000 francs.

Certains ont été surpris à l'époque, pourtant nous avons dit ce jour-là, et nous le répétons aujourd'hui, que cette décision, assez brutale j'en conviens, avait été prise avec un préavis de trente mois, soit deux ans et demi. En effet, si je remonte encore un peu en arrière, je constate que le 3 juin 1998 – il y a donc exactement trois ans à trois jours près – nous avons adopté la résolution R-560 à une très large majorité, ce qui peut être vérifié dans le *Mémorial* de l'époque. Cette résolution était issue de la commission des beaux-arts, comme elle s'appelait à l'époque. Il est intéressant d'y revenir, parce qu'elle a été travaillée longuement en commission et qu'un débat tout à fait serein avait eu lieu en séance plénière.

Je vous redonne les invites de cette résolution R-560: «Le Conseil municipal prend la résolution suivante:

»Une subvention de 700 000 francs par année sera accordée pour les budgets 1999 et 2000 à la Fondation du Théâtre de Carouge/Atelier de Genève, à la condition que le conseil de la fondation comprenne des membres, choisis sans restrictions de qualité ou de fonction, délégués par les autorités subventionnantes.

»Le Conseil administratif est invité, dès l'acceptation de cette résolution par le Conseil municipal, à accélérer et diversifier des négociations approfondies et régulières avec l'ensemble des autorités communales (par le biais de l'Association des communes genevoises par exemple), cantonales, fédérales et françaises afin d'élaborer un mode de subventionnement à la culture durable, équilibré, proportionnel et cohérent.

»Le Conseil administratif est invité à rendre compte très régulièrement, mais au minimum 3 fois par année, au Conseil municipal de l'état des discussions avec ces différentes autorités.

»Le Conseil administratif est invité à entreprendre dès la préparation du budget 2001 (printemps 2000) un bilan très précis de la situation.

»Si aucune avancée notable n'a été possible en termes d'équilibre et de participation financière proportionnelle, la conséquence sera le retrait de la participation financière de la Ville de Genève au Théâtre de Carouge/Atelier de Genève et le repli sur les responsabilités culturelles de la Ville au niveau communal.

»Ce retrait devrait être interrompu par la volonté concrétisée d'autres communes et/ou de l'Etat cantonal et fédéral d'aller vers un équilibre de subventionnement des institutions culturelles.

»Une éventuelle attribution du Fonds culturel de la Société d'exploitation du Casino de Genève SA (SECSA) viendra se substituer à la subvention de la Ville de Genève.»

Cette résolution, qui contient tous les éléments clés, a été votée il y a trois ans. Nous avons donc anticipé un certain nombre de scénarios et émis un certain nombre de demandes. Je rappelle aussi que cela avait eu lieu juste après les péripéties autour du projet de budget 1998 et au plus fort de la crise budgétaire de la Ville de Genève. D'ailleurs, les socialistes, à l'époque, avaient fait des propositions concernant d'autres institutions culturelles d'importance régionale. Les autres ayant été refusés, je dirai que la résolution R-560 est le seul objet qui avait survécu de ce débat de l'époque.

Il y avait donc une manifestation claire de la volonté du Conseil municipal et, pourtant, la décision de décembre 2000 de supprimer la subvention au Théâtre de Carouge avait été perçue comme une surprise, comme un choc, par les acteurs concernés. Je crois que les gens n'ont tout simplement pas cru que le Conseil municipal irait jusqu'au bout de son raisonnement de juin 1998 et qu'il se souviendrait de ce qu'il avait décidé deux ans et demi auparavant. Eh bien, il arrive que le Conseil municipal soit à la fois cohérent et ait la mémoire de ses décisions!

Une erreur qu'a effectivement commise le Conseil municipal – et en particulier que nous, socialistes, avons commise, puisque c'est un thème qui nous tient à cœur – c'est de n'avoir pas redemandé au Conseil administratif les rapports réguliers mentionnés dans la résolution R-560, au moins trois fois par année, et le bilan de la situation au printemps 2000. Nous aurions peut-être dû le faire pour éviter l'effet coup de massue, perçu par certains, de la décision de décembre 2000.

Il faut noter que la résolution R-560 prévoyait la possibilité d'interrompre en tout temps le retrait de la participation financière de la Ville au Théâtre de Carouge et laissait ouvertes d'autres pistes, à condition qu'il se passe quelque chose de concret. La première victime à court terme de notre décision de décembre est évidemment le Théâtre de Carouge. Telle n'était pas notre cible première, mais nous constatons aussi que les deux conseillers administratifs des communes concernées, Carouge et Genève, et la Fondation du Théâtre de Carouge elle-même n'ont pas beaucoup bougé durant cette période de deux ans et demi, ou en tout cas nous n'avons pas d'information à ce sujet.

Maintenant que le Théâtre de Carouge se trouve dans une crise sérieuse, cela devrait mobiliser les principaux concernés et permettre de voir dans quelle mesure la solidarité, qui peut être un baromètre de l'attachement à ce théâtre, se met en place. A ma connaissance, mais je suis prêt à être démenti sur ce sujet, la commune de Carouge a décidé de ne pas augmenter sa contribution sous quelque forme que ce soit. Quant à l'Etat, au moment où nous déposons notre motion M-162, il avait juste annoncé qu'il sauvait le théâtre, mais en puisant dans le Fonds culturel de Genève, ce qui est un peu facile, puisque cela ne touche pas les budgets de l'Etat, mais l'institution de la Ville de Genève que représente ce fonds.

C'est la raison pour laquelle nous avons déposé, en février 2001, cette motion M-162 qui est tout simplement destinée à ancrer une nouvelle fois et à rappeler les décisions du Conseil municipal, à savoir que le Fonds culturel de Genève, alimenté par la SECSA, peut effectivement entrer en ligne de compte, mais à la condition expresse que des négociations s'ouvrent de manière élargie et qu'il y ait un effort de la part des deux autres principaux partenaires que sont l'Etat et la commune de Carouge.

Nous, socialistes, avons toujours dit deux choses sur ce sujet: premièrement, que nous n'étions pas en faveur d'un «communalisme» étroit pour la culture et que la Ville de Genève était forcément et devait rester un moteur clé de la politique culturelle; deuxièmement, que notre motivation n'était pas seulement budgétaire, mais que c'était une question de principe liée au poids de la culture de ce canton. Cependant, jusqu'à récemment, ce débat n'était pas possible. La décision de décembre 2000 a au moins eu le mérite, et plus fortement d'ailleurs depuis quelques mois, d'ouvrir enfin de manière plus générale et publique ce débat. Il a malheureusement fallu que cela passe par une décision assez dure. Le président de la Fondation du Théâtre de Carouge disait que, même si, à court terme, c'est brutal pour le théâtre, il est vrai que cela a peut-être un effet salutaire pour la prise de conscience de tous les acteurs concernés sur la nécessité d'une discussion ouverte.

Depuis, nous avons eu le rapport de l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP), et je dois dire que je regrette qu'il n'ait jamais été

discuté au sein du Conseil municipal. Apparemment, le Conseil administratif, qui est un de ceux qui avaient commandé cette étude, en a pris acte. Il aurait été utile de le discuter dans le cadre du Conseil municipal et de le renvoyer à la commission des arts et de la culture pour en étudier l'impact. Ce rapport a au moins le mérite de confirmer les constats, c'est-à-dire que la Ville de Genève est le principal moteur, au moins financier, mais aussi décisionnel de la culture. C'est au moins confirmé de manière plus indépendante et officielle. Il contient aussi des chiffres intéressants sur les flux financiers, raison de plus pour en débattre.

Depuis, il y a aussi eu la décision de l'Etat de participer financièrement à la construction du nouveau Musée d'ethnographie, ce qui est également une première à saluer. Cependant, depuis, et surtout, il y a eu l'enjeu de l'Ecole romande de théâtre; Genève est en concurrence avec Lausanne. Parfois, j'aurais tendance à dire «Que le meilleur gagne!» et que, l'essentiel, c'est d'avoir une bonne Ecole romande de théâtre. Toutefois, dès lors qu'il y a un projet genevois, il est de notre devoir d'en réaliser les implications et le rôle particulier de la Ville de Genève. En effet, même si la Ville de Genève quitte le Théâtre de Carouge du point de vue financier, nous restons un acteur clé sur le plan des théâtres, sur le plan du Théâtre de la Comédie, bien sûr, ce qui est aussi un enjeu qui a fait couler beaucoup d'encre et de salive ces derniers temps et qui, de fait, se retrouve relié par le biais du projet de l'Ecole romande de théâtre.

Face à ces enjeux, l'Etat se réveille, et on a cru comprendre qu'il décidait tout à coup de mettre 2,5 millions pour le Théâtre de Carouge. Cela me permet de rappeler que, de toute façon, même si nous n'avions pas supprimé la subvention, le budget du Théâtre de Carouge était clairement insuffisant par rapport aux besoins, sans parler de l'Ecole romande de théâtre et, de toute façon, si on veut un projet d'une telle école.

Tout cela montre bien l'urgence de lancer un débat plus ouvert, sans tabou, où on joue cartes sur table. Jouer cartes sur table, pour la Ville de Genève, cela signifie maintenir un rôle actif et le revendiquer, mais aussi accepter de partager les pouvoirs et les autorités sur les grandes institutions culturelles, accepter que, si on souhaite un partage des coûts et des responsabilités, il y aura forcément aussi un partage du pouvoir décisionnel. Il n'y a pas de recette simple ni de formule magique pour le faire. La pire variante serait probablement de se répartir les institutions culturelles comme on se répartirait des bouts d'un gâteau: «Tu prends celui-ci, je prends celui-là» et de faire un *deal* de souk. J'ai beaucoup de plaisir à aller dans les souks, mais ce n'est pas comme cela que devrait être la politique culturelle.

Puisqu'il faut, et c'est souvent ainsi, des éléments extérieurs pour créer un débat, puisqu'il y a en ce moment une série d'enjeux qui s'entrecroisent et qui convergent pour rendre ce débat nécessaire, en particulier dans le domaine du

théâtre, commençons donc par ce secteur. Acceptons d'ouvrir la discussion et de considérer, par exemple – mais c'est peut-être un tabou pour certains – que, puisqu'on a une scène européenne à Carouge, on travaille avec elle et que la Comédie ne sera pas forcément à son tour transformée, à son emplacement actuel ou ailleurs, en scène européenne. Pourquoi en faudrait-il deux à Genève, alors que les acteurs directement concernés sont tout à fait prêts à travailler ensemble pour se partager les tâches?

C'est peut-être une nouvelle manière de discuter. Il est vrai que cela remet en question le prestige unique de la Ville de Genève de gérer la culture pour l'ensemble de la région, mais c'est peut-être un passage obligé pour arriver à une meilleure activité culturelle, plus diversifiée et plus vaste encore au service de la population genevoise.

Préconsultation

M. Jean-Pierre Lyon (AdG/SI). Les deux personnes qui ont signé cette motion, MM. Kanaan et Deshusses, y ont rappelé un certain nombre de faits, mais pas tous, et cela m'a surpris. En lisant le deuxième considérant, tous ceux qui se souvenaient du débat que nous avons eu dans cette salle sur le Théâtre de Carouge le 16 décembre 2000 sont restés assez perplexes, parce que nous avons soulevé la question des centimes additionnels perçus à Carouge, mais que le deuxième considérant ne le mentionne pas.

Je reprends la motion et je lis la première condition figurant dans l'invite: «l'Etat de Genève et la commune de Carouge doivent également fournir un effort matériel pour couvrir le manque de 700 000 francs en 2001». Avez-vous réfléchi à ce que cela veut dire?

Ensuite, la deuxième condition est que «de véritables négociations entre l'Etat et les communes, dont la Ville de Genève, doivent s'ouvrir pour assurer un financement plus équilibré et équitable de ce théâtre en particulier et des grandes institutions culturelles d'importance régionale». Tout le monde, dans cette salle, a toujours été ouvert pour promouvoir un certain nombre de choses, notamment celles qui ont un effet extérieur pour Genève, c'est formidable! Cependant, quand on parle de sous, il n'y a plus personne!

Vous pouvez constater que la motion est très bien faite, dactylographiée sur l'ordinateur, mais qu'elle ne parle pas des centimes additionnels perçus à Carouge. Je suis intervenu le 16 décembre 2000, lors des séances sur le budget, en rappelant que Carouge avait baissé de deux centimes ses centimes additionnels, alors que la majorité du Conseil municipal de Genève est contre la baisse des cen-

times additionnels pour les contribuables de la Ville de Genève, parce qu'elle estime qu'ils ne paient pas beaucoup d'impôts. A Genève, tout va bien, mais à Carouge, très gros problème: un boni apparaît et on diminue les centimes additionnels. J'avais interpellé les personnes qui défendaient cette idée, et pas une ne m'a répondu! Alors, ce soir, je vous pose la question suivante: y aura-t-il, dans les négociations concernant le financement du Théâtre de Carouge, une remise à l'heure des centimes additionnels à Carouge et une augmentation de ceux-ci de deux unités? Il faut en effet en parler, sinon Carouge risque encore de baisser ses centimes additionnels de deux ou trois centimes supplémentaires, et la Ville de Genève, notamment M. Vaissade, avec les recettes de la salle de jeux du Casino, continuera à payer pour le Théâtre de Carouge!

Pour ma part, je me demande si un certain nombre de personnes, six mois après le 16 décembre 2000, n'ont pas des trous de mémoire. Vous verrez que je n'aurai aucune réponse à ce sujet, parce qu'on veut montrer à l'extérieur qu'on veut aider la culture genevoise. Je n'ai jamais voté contre la culture genevoise, n'étant pas un spécialiste dans ce domaine; je suis en effet plutôt porté sur le sport, car j'y suis beaucoup plus sensible en raison des activités que j'ai pratiquées pendant ma jeunesse. J'aimerais bien entendre les grands ténors de la commission des arts et de la culture nous dire ce qu'ils en pensent. Nous, à Genève, nous payons, et, de l'autre côté, Carouge baisse les centimes additionnels!

Par rapport au grand capitalisme, quelqu'un proposait un jour de parier. Pile, je gagne, face, tu perds; en ce moment, je peux vous dire que c'est exactement cela. Pile, je gagne, vive Carouge! et, face, tu perds, c'est la Ville de Genève!

Voilà, Monsieur le président, lorsque j'aurai un certain nombre de réponses, je pourrai peut-être dire: «Vive la baisse des centimes additionnels!» Si nous étions au mois de décembre, je me demande si je ne voterais pas la baisse des centimes additionnels pour les contribuables de la Ville de Genève; je suis en train de réfléchir.

M. Bernard Lescaze (R). Je crains de ne pas être à l'unisson des propos que nous venons d'entendre. Voir l'aspect du financement du Théâtre de Carouge et le rôle culturel de celui-ci exclusivement par le petit bout de la lorgnette de la subvention, d'ailleurs supprimée malgré nous – en tout cas malgré l'avis du groupe radical – par le Conseil municipal, ne me paraît pas être digne de ce dernier. Je regrette qu'il n'y ait pas une ambition culturelle plus grande pour cette ville. Au moment où plusieurs partis du Conseil municipal s'efforcent de mener à bien le projet du nouveau Musée d'ethnographie, je dois dire que de voir le texte de cette motion M-162 signé par des gens intelligents, texte qui est certes déjà dépassé et qui n'a pas été retiré par ses auteurs, est tout à fait regrettable.

Pour répondre très directement au dernier préopinant, je dirai que des signes concrets d'aide de l'Etat au Théâtre de Carouge ont été montrés. L'Etat, par la voix de M^{me} Brunschwig Graf, a en effet dit qu'il allait s'efforcer de combler le déficit de ce théâtre suite à notre décision de supprimer la subvention de 700 000 francs de la Ville. Quant aux fameuses négociations entre l'Etat, la Ville et les communes pour une répartition des charges culturelles, il y a des années que nous en parlons. Déjà du temps de M. Emmenegger, c'était une sorte de tarte à la crème, et la Ville n'avait pas obtenu beaucoup de résultats. Quoi qu'on en dise, quoi qu'on en pense, le magistrat actuel a progressé dans cette direction. Peut-être n'a-t-il pas progressé autant que nous l'aurions voulu, mais, pour dialoguer, il faut être deux, même trois, si nous mettons les communes comme partenaires.

Je constate, par exemple, qu'à partir de l'année prochaine, pour le prochain budget du Grand Théâtre, l'Association des communes genevoises versera régulièrement un million de francs. Faut-il que ce million soit réellement séparé bien visiblement du million de francs versé par la Ville de Genève pour que vous y croyiez et que vous en preniez conscience?

Dans la motion dont nous discutons, il est aussi question du Fonds culturel de Genève, alimenté par les recettes très aléatoires et hypothétiques du futur Grand Casino. Il est vrai que le Casino procure déjà maintenant un certain nombre de recettes, mais ce sont bien entendu les recettes futures qui seront importantes, pour autant que nous ayons une concession. Or, vous le savez, la Ville réclame une concession A, et toute l'activité du conseiller administratif Hediger consiste à nous dire que si la Ville n'obtient qu'une concession B, le Casino de Genève ne sera pas rentable. C'est un autre problème; je ne suis d'ailleurs pas tout à fait de l'avis de M. Hediger à ce sujet, car il est possible que, même avec une concession B, le Casino soit rentable et qu'on puisse donc alimenter le Fonds culturel de Genève.

Aujourd'hui, alors qu'il y a le projet d'Ecole romande de théâtre – comme par hasard à Carouge et pas en ville de Genève – nous devrions tous tirer à la même corde et faire le nécessaire pour que cette école puisse s'établir auprès d'un lieu culturel prestigieux dans les meilleures conditions. En effet, malgré tout, une partie importante des élèves qui seront dans cette école, comme ceux qui fréquentent actuellement l'Ecole d'art dramatique, habitent la ville de Genève. On pourrait donc aussi, un jour, venir nous demander une contribution, sous prétexte que les élèves habitent la ville, alors que vous savez bien que les accords entre l'Etat et les communes stipulent que tout ce qui est pédagogique, même culturel mais pédagogique, revient à l'Etat.

Je suis un petit peu consterné, parce que cette motion M.162 est déjà dépassée. Je pense que les partenaires Ville-Etat-communes s'efforcent en ce moment, avec la Fondation du Théâtre de Carouge, de faire le maximum, notamment pour

accueillir un nouveau directeur, dont on sait déjà qu'il a une audience internationale. Comme l'a très justement rappelé M. Kanaan, nous avons nos propres problèmes avec la Fondation d'art dramatique. Je n'y siège pas, mais pour ce que j'en entends, tant du point de vue de la programmation et du budget que des locaux, les choses ont l'air particulièrement gratinées. Nous pourrions bientôt nous occuper véritablement de la Fondation d'art dramatique et, avec des motions comme cette motion M-162, nous n'aurons sans doute pas beaucoup de soutien de la part de l'Etat ou des autres communes pour ce théâtre situé sur notre sol.

Pour ma part, je pense que les 280 km² de Genève, les 400 000 habitants du canton, dont 170 000 en ville, méritent mieux. Nous n'avons pas de recettes toutes prêtes, ni pour le Théâtre de Carouge ni pour les autres activités dramatiques, lyriques, muséographiques, bibliothécaires dont vous parlez. Il y a quelques années, dans un Conseil municipal dont la majorité n'était pas celle d'aujourd'hui, je vous le concède bien volontiers, mais une majorité d'Entente, les radicaux ont proposé la création d'une fondation intercommunale. Eh bien, nous n'avons pas été suivis. Il y a eu des adversaires partout, et pourtant je persiste à penser que c'était une piste utile, nécessaire, qu'il faudra reprendre plus tard. Votre propre conseiller administratif, Mesdames et Messieurs les socialistes, M. Tornare, s'est efforcé, à l'époque où il était encore conseiller municipal, d'intervenir auprès de M^{me} Ruth Dreifuss, conseillère fédérale socialiste genevoise, afin d'obtenir une aide pour les grandes institutions. M^{me} Dreifuss était de très bonne volonté, mais cela n'a quand même pas été possible, pour diverses raisons qui tiennent à la pesanteur des finances fédérales, à la lourdeur des mécanismes dans ce pays et au fait que, finalement, toute l'activité culturelle repose en primauté sur le financement communal et subsidiairement seulement sur le financement cantonal ou fédéral, à l'exception de l'activité cinématographique.

C'est la loi; alors, libre à ceux qui veulent la changer de lancer une initiative fédérale. Nous avons eu toutes les peines du monde à introduire un article culturel dans la Constitution fédérale. Ici, nous devons revenir à ce qui est notre propre champ d'action. Nous avons supprimé la subvention pour le Théâtre de Carouge, alors nous n'avons pas maintenant à essayer, pour un fonds qui ne nous appartient qu'en partie, de bloquer l'usage de ce fonds – parce que, en réalité, c'est bien là le but de la motion qui nous est présentée – pour entraver encore l'action du Théâtre de Carouge.

Je pense que ce n'est pas raisonnable, que c'est même déraisonnable, et que, maintenant, la Ville de Carouge doit assumer l'essentiel de la charge de son théâtre. Elle a dit, par la voix de ses autorités, qu'elle le ferait en partie. Nous n'avons donc plus à essayer de bloquer le Fonds culturel de Genève, dont d'ailleurs les ressources proviennent non seulement de l'ensemble du canton, mais de l'ensemble des gens qui vont jouer au Casino de Genève et dont vous savez qu'une bonne partie n'habite pas le canton.

Dans ces conditions, je trouve, personnellement, que cette motion est inutile; le groupe radical la rejette. Nous devons marquer, comme nous l'avons fait à plusieurs reprises, notre volonté de pousser le magistrat en charge des affaires culturelles à s'efforcer de trouver de nouveaux accords avec l'Etat et les communes, mais nous ne devons pas dresser des préalables qui, à l'évidence, crisperont nos partenaires et les empêcheront de faire quoi que ce soit dans la négociation.

Il y a une autre hypothèse qui peut venir à l'esprit; c'est celle de se dire que le Parti socialiste renonce en fait à toute ambition culturelle pour la Ville de Genève, ne souhaite défendre que des subventions de quartier, souhaite se détacher des grandes institutions culturelles, celles qui ont fait la renommée et le prestige de cette ville, en se disant que d'autres finiront bien par payer. Eh bien, ce n'est pas vrai! A un moment donné, quand les choses marchent, mais qu'on ne veut plus les faire marcher, c'est extrêmement facile de les détruire, mais c'est beaucoup plus difficile de les maintenir en activité.

Ma dernière requête au Conseil municipal serait de reprendre une réflexion générale sur ce que veut la Ville de Genève en matière culturelle. Cependant, permettez-moi de vous dire que de n'avoir pour programme que de laisser aux autres le soin de payer est totalement insuffisant; cela ne pourra tout simplement pas marcher, parce que nous ne sommes pas seuls au monde, contrairement à ce que certains ont l'air de s'imaginer.

M. Jean-Charles Lathion (DC). Le débat permanent qui sous-tend les discussions se rapportant au subventionnement par la Ville de Genève d'institutions d'intérêt cantonal porte sur la répartition des responsabilités entre l'Etat et la Ville. Le problème ne touche d'ailleurs pas seulement la Ville de Genève, on l'a déjà dit, mais il concerne toutes les communes qui déploient une activité culturelle au service de la population de notre canton. Nous sommes aujourd'hui dans le vif du sujet, grâce à la décision du Conseil municipal prise dans cette enceinte en juin 1998 avec la résolution R-560 et à la volonté de l'appliquer.

J'aimerais relever ici le courage de tous ceux et celles qui, lassés par les sempiternelles tractations entre les services de la Ville et ceux de l'Etat, ont manifesté leur volonté d'ouvrir le débat sur le fond du problème et d'utiliser les grands moyens pour arriver à une solution que tout le monde réclame depuis des années. La solution proposée par l'Etat pour sauver le Théâtre de Carouge ne peut être en effet que ponctuelle, comme le relèvent les motionnaires. Puiser dans le Fonds culturel de Genève, avec l'accord du Conseil administratif, ne résoudra pas le problème de financement à long terme de ce théâtre. Après le vote sur la suppression de la subvention au Théâtre de Carouge, les conseillers municipaux concer-

nés ont reçu des lettres d'acteurs désarçonnés qui exprimaient leur plus grande déception face à ce qu'ils ont interprété comme un désintéret manifeste pour ce théâtre et comme un désaveu de son utilité.

On a opposé le monde politique à celui du théâtre. Nous avons en ce moment l'occasion de dire tout haut que nous apprécions le Théâtre de Carouge et tout ce qu'a apporté son directeur, acteur, metteur en scène, Georges Wod. Non, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, les décisions que nous avons prises et que nous serons encore amenés à prendre dans un contexte actuel complètement insatisfaisant ne sont pas des positions contre le Théâtre de Carouge, mais en faveur de sa pérennité et d'un financement cohérent et équilibré qui puisse en assurer un meilleur fonctionnement dans les années à venir, en évitant de mettre sa direction dans une position perpétuelle de quémandeur.

Nous avons mis la commune de Carouge et l'Etat sous pression et nous avons l'occasion aujourd'hui de proposer la mise en place d'une véritable politique culturelle dépassant les questions de territoire ou de pouvoir. L'Etat ne peut plus se contenter de gérer ses dossiers culturels dans les limites qui sont les siennes. Son engagement et ses prérogatives doivent être rediscutés. La Ville doit accepter une remise en question de son fonctionnement et de ses compétences dans une collaboration mieux organisée avec l'Etat et les communes. Il en va de l'avenir des institutions.

C'est là un grand chantier que nous nous devons d'ouvrir nous-mêmes au niveau du Conseil municipal d'abord. Afin de définir démocratiquement les grandes lignes de cette politique culturelle à l'intention du Conseil administratif, de l'Etat et des communes, le Parti démocrate-chrétien souhaite pouvoir en discuter avec les autres partis, dans un premier temps, et propose de renvoyer cette motion à la commission des arts et de la culture.

M. Georges Breguet (Ve). Les préopinants ont dressé le tableau de la situation de cette problématique du subventionnement des institutions culturelles entre notre Ville, le Canton et les communes. J'aimerais, pour ma part, reprendre certains des arguments qui ont été présentés, sans pour autant refaire le tableau qui vient d'être brossé assez magistralement par M. Lescaze, y apporter quelques compléments et préciser le point de vue de notre groupe.

Je crois que, si l'on reparle de la résolution R-560 votée par le Conseil municipal, il faut savoir, comme son nom l'indique, qu'il s'agissait d'une résolution, et non pas d'une motion. Elle impliquait le Conseil municipal, puisque c'était une volonté de ce dernier, mais elle ne chargeait pas le Conseil administratif de présenter un rapport ou de renvoyer la suite des informations au Conseil municipal.

C'est un point de détail. Vient maintenant le vote de la suppression de la subvention pour le Théâtre de Carouge intervenu lors des séances du 16 décembre 2000 consacrées à l'examen du budget de la Ville de Genève pour 2001. Nous ne reviendrons pas sur ce vote, mais nous remarquons simplement que, sans vouloir trop polémiquer, nous avons l'impression qu'un groupe joue les pompiers pyromanes, c'est-à-dire que, maintenant que les dégâts sont faits, il vient pour essayer de trouver une solution. Alors, oublions ce vote, car il appartient à l'histoire, et nous ne pouvons pas juridiquement rétablir ce que nous avons supprimé. Il faudrait un projet d'arrêté ouvrant un crédit budgétaire pour le Théâtre de Carouge et mentionnant la compensation de cette dépense par la réduction d'une ou de plusieurs autres lignes budgétaires. Nous devons donc nous intéresser principalement à la problématique des rapports entre l'Etat, les communes et la Ville.

La deuxième condition figurant dans l'invite de la motion qui nous est présentée, nous pouvons l'accepter, en tant que Verts, mais, si nous faisons une analyse linguistique, il faut quand même remarquer qu'elle est assez particulière. Pour ce qui est des «négociations», nous les souhaitons; d'ailleurs, nous nous réjouissons d'entendre le magistrat nous expliquer tout à l'heure, probablement, où elles en sont. Cependant, le mot «véritables» est assez déplaisant; cela veut dire que tout le travail qui a été fait – et M. Lescaze l'a souligné tout à l'heure – compte pour beurre. Or vous savez parfaitement que ce type de négociations est particulièrement difficile et que ce n'est pas dans l'urgence qu'on arrivera à refaire l'équilibre entre ces différentes institutions. En outre, on parle de négociations qui «doivent s'ouvrir»; or, à ma connaissance, elles sont déjà ouvertes.

Si nous pouvons soutenir la deuxième condition, nous ne sommes, en revanche, pas d'accord avec la première. C'est la raison pour laquelle nous proposons, dans un amendement, de la supprimer, car nous considérons que vouloir régler le problème du budget du Théâtre de Carouge de cette manière n'est pas véritablement sérieux.

Projet d'amendement

Supprimer la première condition figurant dans l'invite de la motion.

En conclusion, le groupe des Verts accepte que la discussion globale puisse continuer à la commission des arts et de la culture, mais nous ne pouvons pas poser un sparadrap sur une plaie qui a été créée, je le rappelle, par d'autres groupes que nous.

M. Souhail Mouhanna (AdG/SI). Pour une fois, je suis en bonne partie d'accord avec les déclarations de M. Lescaze. Ce que ce dernier a dit au sujet de

la culture, en ce qui nous concerne, nous le partageons; nous étions d'ailleurs intervenus lors de l'examen du projet de budget, lorsque le Conseil municipal a décidé de supprimer la subvention au Théâtre de Carouge, pour exprimer notre opposition à cette suppression. Quand je dis «notre opposition», il s'agissait bien de l'ensemble des groupes de l'Alliance de gauche, SolidaritéS et Indépendants, et Parti du travail et Progressistes, à la quasi-totalité des membres de nos groupes respectifs.

Pourquoi cette opposition à la suppression de la subvention au Théâtre de Carouge? Tout simplement parce que nous considérons que la culture comme l'éducation d'ailleurs ne doivent pas être soumises aux règles comptables, à une vision étroite de ce que représentent ces deux immenses domaines qui intéressent toute société.

Le Théâtre de Carouge a été mis en péril par cette suppression de la subvention. Les acteurs, les créateurs, le personnel ont subi un coup violent, et je pense que la démoralisation a été extrêmement visible à travers un certain nombre de déclarations, d'interventions et de contacts que les uns et les autres ont eus avec ces personnes. Je suis d'avis qu'une décision comme celle-là est légère, inappropriée – pour ne pas dire davantage – et j'estime que Genève a fait une erreur, qui doit être réparée. Comment la réparer? Cela peut se faire aujourd'hui, par exemple, en demandant au Conseil administratif de bien vouloir nous présenter une proposition – cela peut être un projet d'arrêté ou autre chose – qui permettrait de rétablir, à un maximum de 700 000 francs, la subvention au Théâtre de Carouge, précisément celle qui avait été supprimée. Comme vous allez l'apprendre tout à l'heure, nous allons déposer un amendement dans ce sens.

Je voudrais dire, pour ce qui est de la motion de nos amis socialistes, que l'invite concernant l'utilisation du Fonds culturel de Genève, par exemple, montre bien que ceux-ci seraient d'accord que la Ville de Genève rétablisse un certain montant en faveur du Théâtre de Carouge. L'une des conditions que pose la motion pour une contribution ponctuelle du Fonds culturel de Genève au Théâtre de Carouge pour l'exercice 2001 est que «l'Etat de Genève et la commune de Carouge doivent également fournir un effort matériel pour couvrir le manque de 700 000 francs en 2001». Si j'ai bien compris, ce ne sont pas 700 000 francs que l'Etat et la Ville de Carouge doivent apporter. Comme il n'y a pas de précision sur le montant, j'en conclus que la Ville de Carouge et l'Etat de Genève pourraient apporter, par exemple, chacun un franc symbolique.

Cela voudrait tout simplement dire qu'il y a une ouverture de la part du groupe socialiste pour aller dans le sens d'une nouvelle intervention de la Ville de Genève au niveau du soutien financier au Théâtre de Carouge. D'ailleurs, ce serait une très bonne chose, dans la mesure où nous avons les uns et les autres le

souci de voir l'ensemble des communes genevoises et l'Etat de Genève participer à une discussion ayant pour but de répartir les efforts, les compétences et les prérogatives de chacun. Je pense que la Ville de Genève, à partir du moment où elle s'exclut elle-même, sera d'autant moins crédible.

J'aimerais ajouter une chose qui me semble absolument essentielle, à savoir que, à partir du moment où la culture et l'éducation sont soumises à des règles marchandes, les dégâts sont énormes. Il est vrai qu'on ne les voit pas immédiatement; c'est avec le temps qu'ils apparaissent. Je pense que la culture comme l'éducation sont des atouts considérables pour Genève, et leurs retombées seront également considérables si nous savons nous y prendre.

C'est la raison pour laquelle je vous présente, au nom de mon groupe et au nom du groupe du Parti du travail et des Progressistes, un amendement selon lequel les trois paragraphes de la motion socialiste seraient à remplacer par le texte suivant:

Projet d'amendement

«Le Conseil municipal demande au Conseil administratif:

- de présenter au Conseil municipal une proposition permettant de rétablir, pour 2001, une subvention d'un montant maximum de 700 000 francs en faveur du Théâtre de Carouge;
- de rechercher avec l'Etat et la Ville de Carouge un accord durable concernant le financement du Théâtre de Carouge, à défaut duquel la Ville de Genève diminuera progressivement ses subventions.»

Cela veut dire qu'il faut effectivement faire pression sur l'Etat et la commune de Carouge, mais cela ne veut pas dire que Genève doit cesser tout soutien au Théâtre de Carouge; ce serait une erreur monumentale que nous regretterions. Pour notre part, nous sommes constants dans nos positions: nous avons refusé la suppression de la subvention lors du débat de la commission des finances, nous l'avons également refusée en séance plénière le 16 décembre 2000 et aujourd'hui nous essayons de faire en sorte que l'erreur soit réparée.

M^{me} Virginie Keller Lopez (S). Je me sens à la fois déprimée et surprise par tant de naïveté et de mauvaise foi; je trouve vraiment que cela dépasse les bornes. Quand on nous dit que c'est maintenant qu'il faut commencer la discussion sur le Théâtre de Carouge, on oublie que cela fait trois ans que le vote de la résolution R-560 a eu lieu. Quand on nous dit qu'il faut présenter aujourd'hui un crédit de 700 000 francs pour sauver le Théâtre de Carouge, on oublie que depuis le mois

de février – et grâce aux socialistes, qui ont présenté cette motion M-162 qui fait enfin bouger les choses – nous avons commencé à discuter de ce dossier. En effet, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, il n'y a pas eu du tout de discussion ces dernières années.

Lorsque nous avons reçu le conseil de la Fondation du Théâtre de Carouge à la commission des arts et de la culture, ses membres, qui étaient évidemment désespérés de notre décision de supprimer la subvention à leur théâtre, ont quand même reconnu que, sans cette décision, il n'y aurait peut-être jamais eu de discussion. Le vote de cette suppression qui a eu lieu au mois de décembre a quand même servi à quelque chose, ne serait-ce qu'à faire qu'on commence à parler un peu plus sérieusement du Théâtre de Carouge. (*Remarque de M. Vaissade.*) C'est ce que nous ont dit, Monsieur Vaissade, à la commission des arts et de la culture, les gens de la fondation qui défendent le Théâtre de Carouge.

Au mois de février, lorsque les socialistes ont présenté cette motion, ce n'était absolument pas pour aller contre le Théâtre de Carouge, car ils tiennent évidemment à leurs instruments culturels et ils les défendent depuis de nombreuses années. Il ne faut pas non plus oublier que l'augmentation du budget de la culture a toujours été votée par les socialistes. Simplement, ce que nous avons essayé de mettre en œuvre, c'est un débat, le début de réelles négociations – et nous en parlons encore aujourd'hui – entre l'Etat, les communes et la Ville sur les grandes institutions culturelles.

Il est vrai, Monsieur Lescaze, que les communes mettent cette année un million de francs pour le Grand Théâtre. Il faut dire qu'elles ont quand même reçu en échange un siège dans le conseil de la Fondation du Théâtre de Carouge. Quand elles ont décidé de mettre un million de francs pour 2001, nous ne savions pas encore si elles le remettraient en 2002. Il paraît qu'elles vont le remettre, et nous en sommes très heureux. Il est vrai que c'est un début de discussion. Au sujet du nouveau Musée d'ethnographie, les députés socialistes ont déposé au Grand Conseil une motion visant à faire voter 10 millions de francs par ce dernier pour que l'Etat participe à la construction de ce musée. Nous sommes très fiers d'avoir fait voter ces 10 millions et nous pensons qu'il est juste de pouvoir avoir des discussions à plusieurs sur des grands objets culturels et qu'il faudrait également intéresser la région.

C'est sans aucun doute dommage de devoir passer de temps en temps par des coups de force pour que les choses avancent. Il est vrai que nous aurions préféré ne pas mettre en danger les gens qui travaillent au Théâtre de Carouge, dont on respecte le travail, là n'est pas la question, mais nous avons aussi pensé que nous ne les mettions pas vraiment en danger en supprimant la subvention octroyée par la Ville. En effet, à partir du moment où il faut avoir une discussion pour sauver un instrument culturel, je pense que les gens sont prêts à l'avoir.

L'Etat est entré en matière, et nous en sommes très heureux. La motion est en partie dépassée, puisque, au sujet de la deuxième condition figurant dans son invite, on pourrait dire que les négociations ont commencé, ce qui nous réjouit beaucoup. Si le beau projet d'Ecole romande de théâtre que certains orateurs ont déjà évoqué peut se faire chez nous, à Genève, avec le Théâtre de Carouge comme élément important, nous en serons très fiers. Maintenant, il est vrai aussi qu'on continue à demander que la commune de Carouge investisse dans son théâtre; cela nous semble tout à fait normal, et nous continuerons à maintenir cette position.

Nous rappelons aux citoyens de Genève que le centime additionnel de la fiscalité de la Ville de Carouge est plus bas que celui de la Ville de Genève, que la commune de Carouge peut prendre une décision politique d'investir davantage dans la culture et de sauver son théâtre. Il n'a jamais été question, pour les socialistes, de faire couler le Théâtre de Carouge ou de le mettre en danger; c'est la raison pour laquelle, dans la motion, nous avons laissé tout à fait ouverte la question des montants. M. Mouhanna a soulevé le fait que nous n'avions pas indiqué de montant minimum, il est vrai que nous n'avons pas envie de faire de l'épicerie. La question, pour nous, était symbolique, l'idée était de mener le débat, et non pas de dire que nous voulons économiser 200 000 ou 300 000 francs sur le théâtre à Genève. La question n'était vraiment pas là, mais il s'agissait simplement d'obliger les gens à s'asseoir à une table et à discuter.

Il n'en demeure pas moins que, si la commune de Carouge disait qu'elle mettait quelques milliers de francs cette année et qu'elle les remettait au budget l'année prochaine, que c'est une discussion et qu'elle entre en matière, cela suffirait aux socialistes pour estimer simplement qu'il se passe quelque chose. Ce que nous demandons, c'est vraiment un vote symbolique et rien d'autre.

M. Bernard Lescaze (R). J'aimerais rappeler deux évidences à M^{me} Keller Lopez. La première, elle le sait, et nous le savons tous, mais il convient de le rappeler lorsqu'on agite la source financière superbe des communes, c'est que, dans une commune comme Coligny, si un Colognote habite dans la commune mais travaille en ville, 80% de ses impôts communaux vont à la Ville de Genève. La deuxième, et, là, peut-être que M^{me} Keller Lopez ne le sait pas – et vous le lui rappellerez, Monsieur le président – c'est qu'il est très beau de donner des leçons à la Ville de Carouge, mais c'est la commune qui, à l'exception de notre commune, la Ville de Genève, consacre le plus grand pourcentage de son budget à la culture, plus que Meyrin. La Ville de Carouge entretient un théâtre, comme nous, un musée, comme nous – c'est d'ailleurs la seule commune du canton, à part la Ville de Genève, qui possède un musée. La Ville de Carouge entretient un festival, le Printemps carougeois, et elle a une vie culturelle intense. Je

trouve donc un petit peu énorme de venir critiquer la Ville de Carouge, de la désigner du doigt, alors que l'effort culturel carougeois est à souligner et à mériter. Même une ville comme Meyrin, où certes le centime additionnel est un peu plus élevé qu'à Carouge, mais qui est quand même une ville prospère, ou la Ville de Lancy, où certes le centime additionnel est un peu plus élevé qu'à Carouge, mais qui est aussi une commune prospère, font, elles aussi, un grand effort culturel.

Les communes font leur part, elle est probablement insuffisante, mais il ne faut pas croire que c'est là qu'il y a un gisement financier extrêmement important. Au lieu d'ironiser sur le million attribué par la Ville au Grand Théâtre, il faudrait, au contraire, s'en féliciter. C'est précisément par des déclarations comme celles que nous venons d'entendre que la Ville de Genève se discrédite à l'extérieur, et c'est bien contre ce genre de déclarations que j'essaie de m'élever, de façon qu'il y ait non pas des négociations obligatoires, mais une véritable coopération entre les communes, sinon nous n'arriverons à rien.

En effet, il pourrait se produire que l'Ecole romande de théâtre aille à Lausanne, car, finalement, Vidy est également un théâtre de réputation internationale. Il se pourrait que M. François Rochaix renonce à venir à Carouge et il se pourrait bien que, dans dix ans, à la suite des attermolements de la Ville de Genève, nous n'ayons plus qu'à fermer le Théâtre de la Comédie, qui sera entièrement rongé par les rats, et désert quant aux spectateurs. Je ne pense pas que ce soit cette ambition-là que nous devrions avoir pour la Ville de Genève et, en tout cas, ce n'est pas l'ambition culturelle que les radicaux ont pour Genève.

M. Jean-Pierre Lyon (AdG/SI). Nous avons entendu énormément de choses du point de vue historique. Connaissant bien M. Bernard Lescaze, historien célèbre de la Ville de Genève et de la Banque cantonale de Genève, j'ai pensé qu'il irait jusqu'au bout. Cependant, la politique est un carrousel qui tourne, et on oublie vite! Je vous rappellerai qu'en 1995 nous avions des déficits qui approchaient les 50 millions et que le Conseil municipal, tous partis confondus, avait décidé qu'en trois ans nous devions diminuer progressivement la subvention versée au Théâtre de Carouge. De cela, personne ne parle. Ce soir, nous recommandons le même système, nous voulons verser de nouveau une subvention, puis la diminuer gentiment. Dans trois ans, nous aurons de nouveau le même type de motion, et rien ne sera réglé.

Rappelez-vous qu'en 1995 le martyr Georges Wod est descendu les Rues-Basses avec sa grande soutane pour manifester contre la décision du Conseil municipal. Je crois que j'aurais dû devenir historien, parce que, ici, certains oublient vite ce qui ne les arrange pas. Il faut être courageux et le dire. Il est donc

question de remettre la subvention, puis de la diminuer progressivement. Comme je viens de le dire, dans trois ou quatre ans, quelqu'un reviendra avec la même motion.

Il faut se souvenir d'un certain nombre de choses. Je me rappelle que ce sont les mêmes qui disent qu'il faut aider qui, quand nous avons eu la discussion sur la fusion entre la Ville et l'Etat, ont crié au scandale! Ne devrions-nous pas, ce soir, faire une fusion sur le plan culturel, en ce qui concerne les musées, au niveau du canton, faire en sorte que les communes, la Ville et le Canton soient unis dans cette affaire? On éviterait ainsi énormément de débats du même type. On peut comparer avec le Service d'incendie et de secours, où les communes, l'Etat, la Ville, tout le monde est sur le même pallier, et cela joue bien.

Il faut donc réfléchir à ce problème. Notre éminent collègue M. Lescaze nous fait une grande théorie, puis il n'y a plus personne, c'est dommage. C'est beau la politique, c'est magnifique! J'aimerais que M. Lescaze me dise ce qu'il pense de la motion qui préconisait une diminution progressive de notre participation au financement du Théâtre de Carouge pour que Carouge puisse mettre en place une véritable structure culturelle, comme on le fait pour le Grand Théâtre, comme on le fait pour tous les musées qui profitent à l'ensemble du canton.

Pour ce qui est de l'affaire des centimes additionnels, je n'ai toujours pas de réponse. Vous êtes d'accord avec moi, Monsieur le président, j'ai posé la question, mais je crois que, quand nous soulevons certains problèmes, nous ne sommes pas entendus.

M. Sami Kanaan (S). Ce n'est probablement pas un hasard si les trois groupes qui ce soir se prononcent avec des degrés d'agressivité variables contre la motion sont les trois groupes qui avaient été contre la suppression de la subvention au Théâtre de Carouge. En cela, ils sont cohérents avec leur position de l'époque et profitent finalement de cette occasion qui leur est donnée pour chercher à renverser la décision de décembre 2000. Ma collègue Virginie Keller Lopez a parlé de naïveté, je pense que ce n'est que partiellement le cas. En effet, de quoi s'agit-il? La Ville de Genève, par le fait qu'elle finance l'essentiel des activités culturelles de ce canton, en retire deux éléments clés du monde politique, le pouvoir et le prestige.

Lorsque j'étais jeune militant débutant, même dans mon propre parti, à l'époque, quand j'osais remettre en question la répartition actuelle des charges, on me disait: «Mais tu es fou! Si on perd le contrôle de la culture, on perd tout en ville, et la ville disparaîtra!» Depuis, le Parti socialiste a un peu évolué et ne réfléchit plus forcément prioritairement en termes de pouvoir ou de prestige par rapport à la culture, mais en termes de ce qui fait sens par rapport à l'avenir des insti-

tutions culturelles dans ce canton et de ce qui est le plus pertinent à la fois pour les acteurs et les producteurs culturels et pour le public qui apprécie la richesse de cette offre à Genève.

On peut, bien sûr, venir avec des chiffres, et M. Lescaze se fait fort de nous rappeler que nous profitons de la péréquation intercommunale. On peut parler de cette péréquation. Le budget culturel de la Ville de Genève représente grosso modo 140 millions de francs. La péréquation, qui est en baisse pour la Ville de Genève en termes de recettes, nous rapporte 40 millions de francs. C'est donc bien joli de nous parler du fait que Cologny y contribue indirectement, c'est largement inférieur par rapport au budget culturel. On peut éventuellement considérer cela comme un choix politique, mais il faut déjà l'admettre. Si M. Lescaze nous dit que nous considérons les enjeux culturels par le petit bout de la lorgnette, il faut qu'il aille s'expliquer devant les contribuables lorsqu'il considère que 140 millions de francs, c'est le petit bout de la lorgnette. Ce n'est pas le petit bout de la lorgnette, c'est un enjeu majeur. Ce n'est évidemment pas le seul, mais faire semblant que c'est un détail, c'est mépriser les contribuables, essentiellement de la Ville de Genève, qui financent ces activités.

Nous avons beaucoup de points d'accord ce soir. Les points d'accord sont que nous tenons au Théâtre de Carouge et que nous le respectons, que nous avons évidemment le respect et le souci de ceux qui le constituent et qui produisent, qui y jouent et qui y travaillent. Nous avons un respect des prestations culturelles en général, et je crois que nous sommes aussi d'accord pour dire que, quoi qu'il arrive, vu sa présence actuelle dans ce domaine, la Ville de Genève restera forcément un acteur majeur de la culture à Genève, et nous le souhaitons.

Il y a apparemment divergence sur les méthodes à court et à long terme. Il faut séparer les deux choses; il y a le court terme, qui est l'année 2001. Nous, socialistes, avons proposé, lors de l'étude du budget 2001 en commissions, et nous avons été suivis, la suppression de la subvention au Théâtre de Carouge simplement pour appliquer notre décision de juin 1998. Apparemment, la cohérence n'est pas forcément très populaire dans tous les groupes, parce que la résolution R-560 a été votée par bien plus de groupes que ceux qui ont voté la suppression de la subvention. Il y avait une très large majorité, et on peut le contrôler dans le *Mémorial*, et une partie des conseillers municipaux qui s'opposent aujourd'hui à la motion que nous présentons et qui se sont opposés à la suppression de la subvention en décembre 2000 s'étaient pourtant prononcés en faveur de la résolution. Evidemment, M. Breguet nous en donne la raison: une résolution est un acte symbolique qui n'a aucune portée réelle. C'est éventuellement une déclaration en passant, donc on peut ne pas la respecter. Je laisse la responsabilité aux groupes de voter ce genre de choses et ensuite de ne pas les suivre sans nous expliquer pourquoi.

Les vrais enjeux, aujourd'hui, c'est que le débat évolue, avec ou sans nous. Quand je dis «avec ou sans nous», c'est dans le sens qu'il y a de plus en plus d'éléments qui font que nous n'avons pas le choix. Nous devons entamer cette discussion. Quand, aujourd'hui, nous entendons dire que la discussion a eu lieu et que cette motion la sabote, c'est soit de la mauvaise foi, soit de la naïveté. Il y a en effet eu des tentatives de discussion; nous n'avons jamais prétendu que le Conseil administratif ou la Ville en général n'a pas discuté. Cependant, les discussions ont toujours été stériles, et les mêmes groupes qui combattent la motion aujourd'hui n'ont jamais proposé de méthode concrète pour avancer. Cela fait des années que nous disons qu'il faut discuter, cela fait des années qu'il y a des tentatives et cela fait des années qu'il n'y a strictement aucun résultat.

On commence maintenant à avoir des bouts de résultat, mais ils sont tous très récents et très partiels. On se rend compte aussi qu'on ne peut pas continuer à fonctionner comme des marchands de tapis, un million de francs par-ci, 10 millions de francs par-là, si on ne remet pas en question l'organisation même de ce secteur et la manière de le gérer. On ne peut pas continuer à bricoler, parce que ce serait du mépris vis-à-vis des acteurs culturels et de notre public.

De ce point de vue là, les visions définies aujourd'hui par certains représentants dans cette enceinte, en particulier par nos collègues radicaux et Verts, sont en fait dépassées. C'est une discussion où, en fait, la Ville daignerait ouvrir les portes à d'autres dans des conseils de fondation, un strapontin en échange d'un million de francs par-ci, par-là. Les choses ne peuvent forcément pas fonctionner comme cela.

Je rappelle ce que j'ai dit tout à l'heure, de toute façon le budget du Théâtre de Carouge était insuffisant pour assurer son avenir, même si nous avions maintenu les 700 000 francs de subvention. Quoi qu'il en soit, il aurait fallu mener cette discussion, parce que ce théâtre ne pouvait pas continuer à vivre avec un budget nettement inférieur à celui de tous les théâtres de taille comparable en Suisse romande ou en Suisse en général.

Le Fonds culturel de Genève, alimenté par les recettes du Casino, peut servir de solution à court terme, mais pas à long terme, notamment parce que son avenir en tant que tel n'est pas assuré. Même si nous obtenons la concession A pour le Casino, nous n'allons pas continuer à financer un théâtre par le biais de ce fonds, en consommant la plupart de ses ressources. C'est une solution qui peut être salutaire à court terme seulement. Cependant, j'avoue que je ne comprends pas comment nos collègues de l'Alliance de gauche peuvent en quelque sorte soutenir l'indécence dont fait preuve la commune de Carouge, qui a des centimes additionnels nettement plus bas que la Ville de Genève et qui n'a même pas fait semblant de s'intéresser à l'avenir de son théâtre, suite à notre décision de supprimer notre subvention, et qui n'a montré aucun esprit de solidarité. Je peux com-

prendre de la part de l'Entente – mais pas de la part de l'Alliance de gauche – qu'elle soutienne une commune aussi privilégiée qui profite honteusement de ses avantages fiscaux.

Nous, socialistes, essayons, peut-être naïvement, d'être cohérents dans notre position depuis quelques années. Le Conseil municipal l'a été deux fois, en juin 1998 et en décembre 2000, et nous osons espérer qu'il le sera de nouveau aujourd'hui. Nous ne pouvons pas soutenir tel quel l'amendement proposé par l'Alliance de gauche, parce que cela signifierait simplement revenir en arrière, non seulement nous ridiculiser, mais aussi couper court à cette discussion qui vient enfin de commencer, pas sur les meilleures bases, c'est vrai, mais c'est au moins un début.

Si cela peut permettre de trouver un consensus, vu qu'il y a de nombreux points d'accord, nous pouvons effectivement renvoyer cette motion en commission. Nous aurions préféré la renvoyer directement au Conseil administratif, pour une raison de délai, mais si les groupes préfèrent en parler en commission, soit. Je rappelle toutefois que, si le Fonds culturel de Genève doit être mis à contribution pour l'année 2001, c'est forcément à court terme, pour la saison qui commence l'automne prochain.

M. Robert Pattaroni (DC). Doit-on rappeler que, par rapport au Théâtre de Carouge, des années durant, nous avons rendu attentifs divers partenaires, notamment la commune de Carouge, sur le fait qu'il fallait qu'on fasse un jour un partage différent de son financement? S'il n'y avait pas eu ce vote très clair du 16 décembre 2000, eh bien, il n'y aurait pas eu de changement.

Deuxièmement, je voudrais rappeler, pour éviter qu'on imagine que l'Etat a fait preuve de générosité envers la Ville, que, si le Canton a voté 10 millions de francs de participation à la construction du nouveau Musée d'ethnographie, c'est parce que ce dernier comprendra une unité complète de l'Université. C'est donc la moindre des choses que l'Etat contribue à la construction d'un tel bâtiment. Ce n'est pas un cadeau, c'est simplement une contribution, que l'on peut considérer comme minimale.

Troisièmement, en ce qui concerne l'Ecole romande de théâtre, nous savons que la Ville de Lausanne est également candidate, et il faut dire que le canton de Vaud a autant d'atouts à faire valoir que Genève. Il se peut que M. Rochaix, qui est un romand – on le voit maintenant prendre même une dimension nationale – et qui a eu des fondements vaudois très importants récemment, revienne en Suisse et préfère s'installer à Lausanne plutôt qu'à Genève. Autrement dit, il n'y a, à l'heure actuelle, aucune certitude en ce qui concerne la domiciliation de cette future Ecole romande de théâtre.

Quatrièmement, nous espérons que, si la présente motion est renvoyée en commission, ce sera aussi l'occasion d'étudier le rapport de l'IDHEAP de Lausanne, dans le cas particulier, qui a été demandé par le Canton de Genève, par les communes et aussi par la Ville de Genève et qui fait une analyse de la situation des équipements culturels de Genève et qui met en évidence quels devraient être les niveaux de prise en charge si on veut continuer d'assurer une qualité, ce qui semble être le souci de plusieurs des partis dans cette enceinte.

Je propose donc que la commission des arts et de la culture étudie ce rapport – que l'on ne trouve malheureusement pas encore sur le site Internet ou Intranet de la Ville, mais que l'on trouve depuis quelques mois déjà sur le site Internet du Département de l'instruction publique. Il est d'ailleurs intéressant de constater que, pour le moment, le magistrat en charge de la culture au niveau de la Ville ne nous a pas encore fait cette proposition.

Je rappellerai enfin, Monsieur le président, que plusieurs partis ont demandé, depuis des années déjà, que les activités culturelles de Genève, pour qu'elles gardent leur niveau et prennent l'ampleur nécessaire, puissent être assumées à un échelon cantonal et intercommunal plutôt que de rester au niveau d'une commune, aussi importante que soit la Ville de Genève. Il n'est en effet plus possible d'assurer des équipements, un entretien et de faire venir notamment certains artistes de haut niveau si on ne prend pas la question à un échelon qui dépasse celui de la seule commune de la Ville de Genève.

En conséquence, à ceux qui ont dit ce soir – il y en avait sur tous les bancs – qu'on voulait réfléchir sérieusement au problème, je propose de renvoyer cette motion à la commission des arts et de la culture et d'étudier notamment le rapport de l'IDHEAP, qui est plein d'enseignements.

M. Roger Deneys (S). J'aimerais revenir sur la deuxième condition figurant dans l'invite de la motion, qui parle d'engager de véritables négociations entre l'Etat et les communes. Je pense que le problème, dans cette discussion, c'est de savoir ce que sont de véritables négociations. Nous savons bien que des négociations ont eu lieu depuis de nombreuses années, mais qu'elles n'ont abouti à rien. S'il s'agit simplement de discuter deux ou trois fois par année pour arriver au résultat auquel nous sommes arrivés maintenant, en l'occurrence un million de francs de financement pour le Grand Théâtre versés dès l'année prochaine par l'Association des communes genevoises, cela n'est pas satisfaisant.

Nous ne nous moquons pas de ce million de francs, Monsieur Lescaze, mais si vous pensez au budget du Grand Théâtre, qui est de 40 millions de francs par année et que vous savez que la moitié des spectateurs, au moins, ne sont pas de la ville de Genève, vous pouvez en déduire que 50% de ces 40 millions de francs,

c'est-à-dire 20 millions, devraient être financés par d'autres communes que celle de Genève. Si les communes mettent un million de francs, il en manque 19, et ces 19 millions de francs, nous pourrions les mettre pour d'autres institutions culturelles, si les autres communes prenaient leurs responsabilités.

Je ne dis pas qu'il faille arriver à cet équilibre parfait du 50% ou du 38%, etc., mais, ce qui est important, c'est que nous arrivions à des proportions qui passent le cap du symbolique pour les grandes institutions culturelles. C'est bien pour cela que nous, socialistes, sommes attachés à ces négociations véritables, dans le sens où nous voulons que le résultat de ces négociations soit un financement véritablement équitable. Si c'est juste pour dire: «Oui, ils paient, nous avons discuté pendant dix ans et ils paient un million de francs», je suis désolé, il ne s'agit pas de véritables négociations et nous ne sommes pas sortis de l'auberge.

Ce qu'il faut encore comprendre et ce qui est bien le plus délicat, c'est que, tant que les finances de la Ville vont bien, nous portons une part de responsabilité, car nous ne sommes pas preneurs d'un partage de pouvoirs, alors que, dès que les finances vont mal, nous courons pour chercher d'autres sources de financement. Pourtant, quand les finances vont mal, elles vont évidemment mal aussi pour les autres, et c'est d'autant plus difficile. Ainsi, c'est bien quand les finances vont mieux qu'il faut pouvoir négocier.

M. Souhail Mouhanna (AdG/SI). J'ai été vraiment choqué par l'agressivité de certains intervenants du groupe socialiste. (*Brouhaha.*) Parler de naïveté ou de mauvaise foi lorsqu'il s'agit de défendre une position que nous avons constamment défendue, en tout cas depuis que je siège au Conseil municipal, c'est un peu fort, et je défie quiconque de prouver que nous avons eu une autre position que celle-là. C'est ma première remarque.

Ma deuxième remarque est la suivante: lorsque nous avons été interpellés par M. Kanaan, qui nous demandait comment cela se faisait que le groupe de l'Alliance de gauche serait plutôt en faveur de soutenir une commune comme celle de Carouge, je réponds très simplement que ce n'est pas un soutien à la commune de Carouge, mais au Théâtre de Carouge – ce qui n'est pas du tout la même chose. C'est un soutien aux artistes, aux créateurs, au personnel du Théâtre de Carouge. Je rappelle aussi que ce théâtre est fréquenté par un grand nombre de personnes qui résident dans notre ville; il s'agit donc aussi de soutenir les personnes qui sont intéressées par les créations et les représentations du Théâtre de Carouge et qui ne résident pas à Carouge.

Je voudrais terminer cette intervention – j'espère que je n'aurai pas à intervenir une nouvelle fois, mais, chaque fois que nous serons attaqués, nous répondrons – en disant ceci... (*Brouhaha.*)

Le président. Excusez-moi de vous interrompre, Monsieur Mouhanna. Mesdames et Messieurs, je vous prie de bien vouloir écouter l'intervenant, s'il vous plaît.

M. Souhail Mouhanna. Merci. Je voudrais terminer en disant ceci: d'après les déclarations qui ont été faites tout à l'heure, si j'ai bien compris, il faut maintenant oublier le Théâtre de Carouge. Oublier le Théâtre de Carouge, cela veut dire que, puisqu'on a voté la suppression de sa subvention, maintenant, c'est terminé. Si on discute, ce sera pour autre chose, il faut voir ce qui va se passer. De deux choses l'une, ou bien la subvention est supprimée, et tout ce qui a été dit tout à l'heure par les représentants du groupe socialiste qui critiquent la commune de Carouge en disant qu'elle ne fait pas ce qu'il faut – il y a beaucoup de critiques qui sont correctes d'ailleurs – est soutenu et il n'y a plus rien à donner au Théâtre de Carouge – alors pourquoi cette motion, puisqu'elle ne sert plus à rien – ou bien il y a quelque chose à faire et, à ce moment-là, vous partagez et notre naïveté et, peut-être, comme vous pouvez aussi l'imaginer, notre mauvaise foi quand vous dites vous-mêmes, dans l'invite de votre motion, que vous demandez aussi qu'il y ait une discussion avec de véritables négociations entre l'Etat et les communes.

Vous nous traitez de naïfs lorsque nous disons qu'il faut qu'il y ait des négociations, et vous dites la même chose, alors vous partagez cette naïveté, mais, nous, nous allons plus loin, en étant cohérents avec notre prise de position. Ou bien la subvention est supprimée pour de bon, alors n'en parlons plus et retirez votre motion, ou bien elle n'est pas retirée pour de bon et il y a quelque chose à faire! Nous, nous sommes cohérents avec notre position et nous demandons le rétablissement d'une partie de cette subvention, jusqu'au maximum de 700 000 francs, c'est-à-dire jusqu'à la totalité de la subvention que nous avions l'habitude d'accorder au Théâtre de Carouge.

M. Georges Breguet (Ve). C'est une situation un peu compliquée au niveau de la forme. Aussi, nous souhaitons débloquent le débat en vous proposant une motion préjudicielle qui reprend la position du groupe des Verts lors du vote du budget 2001, le 16 décembre 2000.

Notre proposition était d'accorder au Théâtre de Carouge, afin qu'il puisse poursuivre ses activités, une subvention de 500 000 francs. Ces 500 000 francs représentaient une diminution de 200 000 francs par rapport à la subvention régulière, cette diminution nous permettait d'aller en direction d'un retrait progressif et d'un rééquilibrage entre les différentes institutions concernées. Dans cette motion préjudicielle, nous proposons que la commission des arts et de la culture prépare un projet d'arrêté, qui permettrait de rétablir une subvention de 500 000 francs.

M. Sami Kanaan (S). La situation est assez paradoxale. Si nous parlons aujourd'hui du Théâtre de Carouge et de la manière de sortir de la situation difficile pour l'année 2001, c'est bien parce qu'il y a une motion socialiste. Tous ceux qui, dans cette enceinte, se font les champions de la défense du Théâtre de Carouge ne sont pas forcément ceux qui ont amené le sujet ce soir et qui ont fait des propositions pour rétablir la subvention de la Ville de Genève à ce théâtre. Ils profitent de l'occasion, tant mieux pour eux, mais il est vrai que c'est un peu fort de café d'accuser aujourd'hui les socialistes d'être contre le Théâtre de Carouge, alors que nous avons amené le sujet ce soir.

A priori, je vois mal comment on peut soutenir la proposition des Verts, pour les mêmes raisons qui nous ont poussés à ne pas la soutenir en décembre 2000. Nous avons voté en juin 1998 un programme très clair, une subvention de 700 000 francs acquise jusqu'à fin 2000. Cette dernière pouvait être reconduite, en fonction des négociations et des résultats, sinon elle était supprimée. Accorder 500 000 francs au lieu de 700 000 francs, c'est une demi-mesure qui ne satisfait personne, car c'est rentrer dans des calculs de souk: «Je te donne un peu moins, juste pour te donner un avertissement, mais je continue à te donner quelque chose.» De toute façon, tout le monde sait que 700 000 francs est un montant insuffisant.

Pourquoi les groupes qui se font aujourd'hui les chantres de la négociation réelle et véritable sans vouloir adopter des moyens de pression n'ont-ils pas exigé que le Conseil municipal ait une vraie discussion sur le rapport de l'IDHEAP? Pourquoi n'ont-ils pas fait des propositions récemment? On nous dit que nous avons nos propres problèmes, par exemple celui de la Fondation d'art dramatique, alors, parlons-en! Nous voyons les limites de la situation, puisque nous constatons aujourd'hui qu'il ne nous est pas possible d'avoir en ville de Genève un théâtre conforme aux normes européennes. Nous serons donc bien obligés de discuter avec les autres, mais, à ce moment-là, nous serons dans une situation de faiblesse, parce que nous le ferons par la force des problèmes, et non pas parce que nous sommes convaincus de devoir le faire.

La différence, peut-être – et cela, c'est pour mon collègue Mouhanna, de l'Alliance de gauche – entre leur position et la nôtre, c'est que nous estimons que la commune de Carouge doit aussi faire un effort pour des raisons d'équité et de justice fiscale. Cela m'étonne que l'Alliance de gauche (Solidarités et Indépendants) joue aujourd'hui le jeu d'une commune privilégiée fiscalement, sous prétexte de vouloir aider un théâtre. Nous voulons aider ce théâtre, mais pas à n'importe quelle condition, et surtout pas pour valider des comportements inacceptables. C'est un peu comme si un patron violait des droits syndicaux et qu'on validerait cette approche en compensant des caisses syndicales. C'est exactement le même genre de contradiction.

Je rappelle que, si nous parlons aujourd'hui de ce sujet, c'est grâce à nous, et nous invitons les groupes qui, d'après leurs déclarations, sont d'accord avec nos propositions à nous soutenir. Finalement, concrètement, ce que nous demandons aujourd'hui, c'est que, pour 2001, nous envisagions une contribution du Fonds culturel de Genève comme solution à court terme, à condition toutefois que la commune de Carouge et l'Etat fassent aussi un effort pour 2001. Monsieur Muller, vous êtes prié de ne pas faire de commentaire gestuel pendant ma déclaration; merci!

Deuxièmement, pour le long terme, il faut que de vraies négociations s'établissent. Pour cela, un des meilleurs instruments que nous ayons à disposition, c'est le rapport de l'IDHEAP. Je ne vois pas en quoi cette proposition de négociations pose problème; nous ne faisons que confirmer la décision de juin 1998, en offrant une porte de sortie, cela me paraît évident.

M. Alain Vaissade, conseiller administratif. Cela fait une heure et vingt-cinq minutes que nous discutons de ce problème important du financement du Théâtre de Carouge. Il y a eu diverses interventions; pour ma part, je retiendrai celle de M. Bernard Lescaze, qui me semble la plus appropriée par rapport à la culture. Cependant, il faut quand même dire les choses: ce sont le Parti démocrate-chrétien, le Parti libéral et le Parti socialiste qui ont décidé, lors du vote du budget le 16 décembre 2000, de supprimer la subvention du Théâtre de Carouge.

Les socialistes reviennent ici et nous disent: «Ecoutez, nous avons fait une erreur, mais nous ne voulons pas le dire, alors nous allons faire autrement et nous allons demander au Conseil administratif de débloquer de l'argent sur le Fonds culturel de Genève, qui a été mis en place grâce aux bénéficiaires de la Société d'exploitation du Casino de Genève.» Pour soutenir le Théâtre de Carouge, le Parti socialiste nous dit de débloquer de l'argent sur le Fonds culturel de Genève, alors que le Conseil municipal n'est pas compétent pour utiliser ce fonds. Selon ses statuts et son règlement, celui-ci est placé sous la responsabilité du Conseil d'Etat et du Conseil administratif.

Je voudrais rassurer le Parti socialiste. Bien sûr que vous êtes un grand parti, on le sait, vous avez deux conseillers fédéraux, un nombre impressionnant de conseillers nationaux, deux conseillers d'Etat et un nombre impressionnant de députés au Grand Conseil. En outre, vous êtes un groupe important dans cette enceinte, nous ne l'avons jamais oublié...

M. André Hediger, conseiller administratif. Un maire!

M. Alain Vaissade, conseiller administratif. Vous avez aussi un maire; merci, Monsieur André Hediger! (*Rires.*)

Reprenons le débat. Je pense que la proposition de M. Mouhanna ou celle des Verts de faire voter une subvention pour le Théâtre de Carouge d'un montant de 500 000 francs permettra déjà au Théâtre de Carouge de se débrouiller.

Si je voulais parler des socialistes, c'est parce que vous avez aussi, Mesdames et Messieurs les socialistes, un conseiller administratif en ville de Carouge – je veux parler de M. Daniel Mouchet – que j'ai abordé récemment en lui disant: «Daniel, fais un effort, puisque ton groupe, au Conseil municipal, demande que Carouge finance un peu plus le Théâtre de Carouge!» Sa réponse a été: «Ils n'y comprennent rien; de toute façon, il n'en est pas question!» Alors, mettez-vous d'accord entre vous au sein de votre parti! N'oubliez pas que vous avez des collègues au niveau de la Confédération et du Canton.

En ce qui concerne la SECSA, là aussi, cela touche le Parti socialiste, puisque, actuellement, le Fonds culturel de Genève n'est pas défiscalisé et que c'est la conseillère d'Etat socialiste qui est en charge de ce dossier. Nous lui avons demandé de le défiscaliser, parce que nous n'avons plus assez d'argent pour compenser le manque de subvention pour le Théâtre de Carouge. Vous voyez donc que vous êtes encore au cœur de l'action.

Quand vous venez nous dire, à nous, Conseil administratif, que nous sommes responsables – j'ai entendu M. Pattaroni, tout à l'heure, et je me suis demandé s'il n'allait pas dire encore que c'était Alain Vaissade qui était responsable de cela – je vous réponds qu'il faut que vous vous mettiez d'accord. Si vous avez fait une erreur en supprimant cette subvention, rétablissez-la maintenant.

Quant à moi, en tant que responsable de la culture, j'ai écrit à M^{me} Martine Brunshawig Graf au mois de janvier, avant que vous ne déposiez cette motion – d'ailleurs, je me suis demandé si vous aviez eu connaissance de la lettre que j'ai envoyée, mais je ne sais pas comment cela aurait été possible. En effet, le Parti socialiste n'a tout de même pas reçu cette lettre! J'ai donc écrit à M^{me} Martine Brunshawig Graf en ces termes: «Madame la conseillère d'Etat, le Conseil municipal a refusé de verser une subvention au Théâtre de Carouge. Pour votre part, vous n'êtes pas d'accord avec ce refus, car vous pensez que la Ville de Genève devrait continuer à subventionner ce théâtre et qu'il serait peut-être possible d'utiliser à cet effet le Fonds culturel de Genève.» En ce qui me concerne, je veux bien entrer en matière sur l'utilisation de ce fonds. Nous sommes deux pour décider de son utilisation, M^{me} Martine Brunshawig Graf et moi-même. Je lui ai donc écrit que je voulais bien entrer en matière, mais qu'elle devait à l'avenir assurer la pérennité du financement total du Théâtre de Carouge, avec la commune de Carouge. En effet, ce n'est pas avec le Fonds culturel de Genève – qui est menacé,

puisque l'on ne sait pas si on aura un casino de type A ou B et on ne sait pas non plus ce que va devenir cet argent destiné à venir en aide à la culture – que l'on doit continuer à payer la subvention au Théâtre de Carouge.

Pour toute réponse – je vous l'avais d'ailleurs dit lorsque vous avez traité l'urgence de la présente motion – j'ai appris, par la *Tribune de Genève*, avec une belle photo de M^{me} Brunschwig Graf, que cette dernière s'engageait à verser, par le biais du Fonds culturel de Genève, la subvention que le Conseil municipal ne voulait pas prendre en charge. Si je me suis dit que vous aviez peut-être eu connaissance de ma lettre, c'est parce que cette motion, en fin de compte, en reflète le contenu.

Nous n'en sommes plus là, puisque nous n'avons actuellement pas assez d'argent sur le Fonds culturel de Genève pour verser cette subvention. Nous attendons donc la défiscalisation de ce fonds depuis 1997, soit trois années en retard, pour toucher de l'argent qui nous permettra éventuellement de venir en aide au Théâtre de Carouge.

J'aimerais aussi faire une parenthèse. En tant que socialistes, vous réclamez beaucoup de solidarité, alors, sachez que la Ville de Genève n'est pas une commune comme les autres. Elle est très riche; c'est vrai qu'elle a une dette, mais elle a aussi une fortune considérable. Aussi, à un moment donné, elle doit faire preuve de solidarité envers les autres communes et ne pas se contenter de dire qu'elle est une commune sur 45 et que les 44 autres communes doivent faire le même effort qu'elle, sans tenir compte de l'inertie de la fortune qu'elle possède. La Ville de Genève s'est en effet construite pendant des décennies, elle est solide et, on l'a vu, même dans les périodes de crise, où il y avait 80 millions de francs de déficit, elle a réussi à franchir cette mauvaise étape. Vous ne pouvez donc pas affirmer que c'est aux autres communes d'assurer la culture au même titre que la Ville de Genève. Cependant, c'est vrai que les autres communes doivent participer.

M. Breguet me demandait tout à l'heure où nous en étions dans les négociations. Je peux vous répondre, Monsieur Breguet, que nous nous voyons tous les deux mois, le président de l'Association des communes genevoises, M^{me} Martine Brunschwig Graf, pour le Département de l'instruction publique, et moi-même, pour le département des affaires culturelles, et que nous étudions le rapport dont vous avez parlé tout à l'heure, qui a été édité par l'IDHEAP. Il est vrai que ce rapport a été rédigé pour moitié par le département des affaires culturelles, ce qui fait que nous connaissons exactement la situation. Nous savions que la Ville de Genève était prédominante en matière de culture, et il n'y avait pas besoin de faire faire une étude par un institut renommé pour arriver à cette conclusion.

En revanche, l'IDHEAP a fait une étude pour voir quel était l'effet de débordement et essayer de le quantifier par une méthode mise au point en collaboration

avec l'Association des communes genevoises et le Département de l'instruction publique. Pour ma part, je n'y ai pas participé, parce que je trouve que ce n'est pas sur ce point qu'il faut s'entendre, mais plutôt sur le plan politique. Il faut s'entendre sur la manière que l'on a d'établir une politique culturelle dans le canton de Genève, et en particulier en regardant les lieux où s'exprime la culture. C'est donc sur cette base que nous discutons actuellement, bien sûr en nous référant au rapport de l'IDHEAP. Cependant, comme il s'agit d'un rapport technique, il ne va pas expliquer, ni aux députés du Grand Conseil ni aux conseillers municipaux, comment procéder.

Les discussions vont encore être nombreuses. Pour ma part, j'aimerais simplement rappeler que la décision que le Parti démocrate-chrétien, le Parti libéral et le Parti socialiste ont prise de supprimer la subvention au Théâtre de Carouge est arrivée à un très mauvais moment, puisqu'il était question de supprimer 700 000 francs. Nous avions 85 millions de francs de boni, que nous avons réduits, avec des suramortissements, en faisant de l'autofinancement au maximum des possibilités, et nous étions en plus dans cette année où nous avons pu payer cash 70 millions de francs pour redresser le déficit, la quasi-faillite de la Banque cantonale de Genève, qui avait fait un trou de 2 milliards et demi de francs dans sa caisse. Je ne répéterai pas pour M^{me} Ecuillon ce que j'avais déjà dit, car elle sait ce que je pense. Nous avons les capacités de verser la subvention au Théâtre de Carouge en 2001.

Vous avez coupé cette subvention de 700 000 francs sous prétexte que le Conseil administratif n'a pas négocié avec l'ensemble des autorités communales, cantonales, fédérales et françaises afin d'élaborer un mode de subventionnement de la culture équilibré et proportionnel. Evidemment, le Conseil administratif ne négocie pas; bien sûr, il faut bien qu'il y ait un responsable, vous l'avez encore redit tout à l'heure, ce qui a provoqué un mouvement d'énervement en votre faveur. Cependant, sachez que nous ne pouvons pas poursuivre cette discussion comme cela au sein du Conseil municipal. Si vous voulez diriger le département des affaires culturelles, dites-le, ce sera plus clair. Vous avez déjà, Mesdames et Messieurs les socialistes, un magistrat pour le département des affaires sociales, des écoles et de l'environnement; si vous voulez en diriger deux, eh bien, dites-le! On s'expliquera un peu mieux et il n'y aura plus ces sous-entendus dans le sens où vous voulez régir, en plus de la politique sociale, la politique culturelle.

Je me suis évertué, M. Lescaze l'a rappelé tout à l'heure, pour passer d'un subventionnement de 50% à 25%, j'ai donc été dans le sens de ce que le Conseil municipal demandait. Pour ma part, je trouve que la meilleure solution, si vous voulez réparer les erreurs que vous avez commises, c'est de voter un projet d'arrêté de 500 000 francs pour venir en aide au Théâtre de Carouge, parce que, dans la situation actuelle, nous ne pouvons pas le faire avec le financement de la SECSA. (*Applaudissements.*)

M. Sami Kanaan (S). Le débat a au moins eu le mérite de nous apporter des éléments de réflexion et de discussion tout à fait intéressants de la part du magistrat responsable de la culture. C'est la première fois que nous avons un commentaire, par exemple, sur le fameux rapport de l'IDHEAP. Comme par hasard, et cela a été relevé, ce dernier n'est pas disponible sur le site de la Ville, ni dans IntraCM ni dans Internet, alors qu'il est sur le site de l'Etat et que tous les députés l'ont reçu sans même l'avoir demandé. Il est largement diffusé par ailleurs, mais, en Ville, c'est le *black-out*. Aujourd'hui, on lève le *black-out* et on commence enfin à parler de ce rapport; c'est une bonne nouvelle. Une fois de plus, c'est bien parce qu'il y a une motion socialiste à l'ordre du jour.

Deuxièmement, le magistrat nous fait un bilan de ses contacts récents autour du Théâtre de Carouge et d'autres enjeux culturels. Nous l'en remercions sincèrement. Cela confirme qu'entre juin 1998 et en décembre 2000, délai donné par la résolution R-560 pour enfin s'attaquer à ces problèmes, il ne s'est pas passé grand-chose, ou alors M. Vaissade ne nous a pas donné toutes les indications à ce sujet et il peut encore les apporter ce soir.

Troisièmement, si nous avons déposé cette motion, ce n'est pas du tout par mauvaise conscience. Comme le dit souvent notre président actuel du Conseil municipal, nous avons fait comme nous avons dit! En décembre 2000, nous avons fait comme nous avons dit en juin 1998, ce qui, apparemment, n'est pas forcément le cas de tout le monde dans cette enceinte. Ce soir, nous verrons bien qui est cohérent et qui ne l'est pas. Nous avons déposé cette motion simplement parce que, le 12 février 2001, on pouvait effectivement lire sur une manchette «L'Etat vole au secours du Théâtre de Carouge», avec de très belles photos des deux personnes qui s'occupent du Fonds culturel de Genève. En lisant cette manchette, on pouvait croire que l'Etat sauvait le Théâtre de Carouge, mais, en fait, il n'en était pas question, puisque l'Etat puisait dans le Fonds culturel de Genève ou proposait de le faire.

C'est donc bien parce que nous voulions être cohérents que nous nous sommes dit que nous voulions bien que le Fonds culturel de Genève serve d'emplâtre sur une jambe de bois en 2001, mais pas à n'importe quelle condition. Le 16 décembre 2000, le Conseil municipal, à une certaine majorité, a pris une décision, il n'est pas question de contourner aussi facilement la situation.

J'en arrive au Fonds culturel de Genève. Il est effectivement exact qu'aujourd'hui la gestion de ce fonds, qui est alimenté par les recettes du Casino de Genève, dépend de l'autorité directe du magistrat chargé du département des affaires culturelles et de la magistrate chargée du Département cantonal de l'instruction publique. Il ne dépend que d'eux, et ces derniers peuvent en faire plus ou moins ce qu'ils veulent dans le cadre du règlement et des statuts du fonds. Je peux vous annoncer que, vu les nouvelles compétences réglementaires du Conseil

municipal, nous demanderons s'il est juste qu'il y ait cette autorité de ces deux seuls magistrats ou bien si le Conseil municipal n'a pas son mot à dire sur le sujet.

Enfin, je pense qu'aujourd'hui nous sommes d'accord sur un certain nombre de choses. Je ne comprends pas la réaction de certains et je continue à dire que notre motion concrétise simplement ce que nous avons dit et ouvre la discussion sur différents aspects.

La deuxième condition figurant dans l'invite de notre motion, à ma connaissance, n'a soulevé aucune opposition. La première condition que nous posons à l'utilisation du Fonds culturel de Genève, pour 2001, est simplement que la commune de Carouge fasse aussi un effort pour soutenir financièrement le Théâtre de Carouge. Nous aurions souhaité, par souci de cohérence, que cette motion soit renvoyée au Conseil administratif, pour pouvoir agir rapidement. Plusieurs groupes ont dit aujourd'hui qu'il fallait plutôt remettre en question la décision du 16 décembre 2000 et voter un nouvel arrêté ouvrant un crédit budgétaire de 500 000 ou 700 000 francs. Cependant, ces groupes ne sont pas logiques, parce que c'est un processus beaucoup plus lent que, par exemple, celui qui consiste à trouver une solution autour du Fonds culturel de Genève.

Si ces groupes veulent vraiment aider le Théâtre de Carouge, le Fonds culturel de Genève se trouve être une solution plus flexible pour de bonnes ou de mauvaises raisons. La solution de remettre un arrêté en discussion, le temps qu'il soit formulé, qu'il soit voté et que le délai référendaire soit passé et qu'on ait trouvé la compensation dans le budget – je vous rappelle en effet que l'on ne peut pas voter une nouvelle dépense budgétaire sans la compenser en cours d'année – prendra bien plus de temps. Ces groupes font donc surtout des effets de manche, ou alors ils n'ont pas réalisé cet aspect-là.

Le président. La parole n'est plus demandée. La situation est la suivante: nous avons un projet de motion avec deux amendements et nous sommes également saisis d'un projet d'arrêté déposé par M. Breguet au nom des Verts et qui contient trois articles, je vous le lis:

PROJET D'ARRETÉ

«LE CONSEIL MUNICIPAL,

arrête:

»*Article premier.* – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit extraordinaire de 500 000 francs destiné au Théâtre de Carouge.

»*Art. 2.* – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen de rescissions, d'avances ou de bons de caisse à émettre au nom la Ville de Genève à concurrence de 500 000 francs.

»*Art. 3.* – Le Conseil administratif se charge d'inscrire ce crédit extraordinaire dans le cadre des correctifs budgétaires de l'exercice 2001.»

M. Didier Bonny (DC). Je désire intervenir suite à la lecture de l'arrêté que vous venez de faire, Monsieur le président. Je me demande si cet arrêté est vraiment correct et j'aimerais bien que M. Pierre Muller puisse nous informer, parce que, comme l'a dit M. Kanaan tout à l'heure, il faut trouver la compensation des 500 000 francs quelque part. Je ne sais pas si le Conseil municipal peut décider de débloquer un crédit extraordinaire et faire un peu tout et n'importe quoi. Cela ne me paraît pas tout à fait correct. Le cas échéant, je reprendrai la parole par la suite sur cet arrêté.

M. Alain Vaissade, conseiller administratif. Pour répondre à votre question, Monsieur Bonny, je dois dire qu'il est arrivé que cette procédure soit exécutée dans les années précédentes. Le Département de l'intérieur nous écrit en nous faisant savoir qu'il accepte le projet d'arrêté, puisque la délibération a été valable, mais que le montant ouvert par celui-ci doit être compensé d'ici la fin de l'année par une non-dépense parmi les objets inscrits, en particulier dans le plan financier quadriennal (PFQ). Cela est donc tout à fait possible, puisque, comme vous le savez, le PFQ prévoit actuellement des investissements pour 100 millions de francs et que nous arrivons à dépenser 70 millions dans l'année. En revanche, il est évident qu'il ne faudrait pas se trouver dans une situation où le projet d'arrêté viendrait en dépassement des 100 millions de francs prévus en investissements.

M. Sami Kanaan (S). Ce projet d'arrêté constitue effectivement une tentative intéressante, mais, à notre avis, pas conforme aux règles du jeu. En effet, si on postule – et c'est vraiment un artifice qui fait honte au Théâtre de Carouge et à la Ville de Genève – aujourd'hui une compensation d'un crédit extraordinaire sous forme de correctif budgétaire que nous n'avons pas encore voté et pas traité au Conseil municipal, excusez-moi, mais c'est se moquer du monde! *A fortiori*, en parlant des investissements, il est parfaitement exact qu'ils ne sont jamais à la hauteur de ce que nous avons budgété. Cependant, dans notre budget, nous budgétions des amortissements qui font partie de l'autofinancement, qui, selon la loi, doit être égal à au moins 100%, donc si nous diminuons les amortissements, nous

mettons en danger l'autofinancement et, du même coup, la validité en cours d'année de notre budget. On ne bricole pas un arrêté budgétaire en cinq minutes en cours de séance; ce n'est pas sérieux!

M. Pierre Muller, conseiller administratif. J'aimerais simplement confirmer que ce que vient de dire le conseiller administratif Alain Vaissade est exact. Cependant, il n'est pas nécessaire de jouer sur le compte d'investissements, mais sur le compte de fonctionnement, qui dépend des investissements. Il est clair que nous passons un certain nombre d'amortissements par rapport au PFQ qui a été présenté, et donc par rapport aux investissements qu'on souhaite faire dans l'année en cours, c'est-à-dire 2001. Compte tenu du fait que la totalité des investissements prévus n'est pas engagée, il y a forcément une incidence sur le compte de fonctionnement, sur les amortissements, sur les intérêts débiteurs, etc.

Ce qu'a dit Alain Vaissade est parfaitement exact, dans la mesure où, si, tout à l'heure, vous acceptez le crédit budgétaire supplémentaire proposé par les Verts, il sera accepté par le Conseil d'Etat, avec la réserve qu'a annoncée M. Vaissade.

M. Damien Sidler (Ve). Nous maintenons notre projet d'arrêté et notre proposition de le renvoyer directement au Conseil administratif. Nous pensons que, comme nous le proclamions en décembre 2000, cette proposition de diminuer à 500 000 francs pour cette année la subvention au Théâtre de Carouge et d'y aller progressivement les années suivantes est la meilleure solution. Nous n'en serions d'ailleurs pas là si les socialistes nous avaient suivis en décembre 2000.

M. Souhail Mouhanna (AdG/SI). Puisque les Verts ont fini par déposer un projet d'arrêté visant à rétablir une partie de la subvention, alors qu'au départ ils étaient hésitants, pour ne pas dire plus, je salue cette initiative. En conséquence, avec ma collègue Marie-France Spielmann, nous retirons notre amendement et nous voterons le projet d'arrêté.

M. Daniel Sormanni (S). J'aimerais juste attirer votre attention sur le règlement de notre Conseil municipal, à savoir sur l'article de celui-ci qui traite du projet d'arrêté. En effet, l'article 41, et surtout l'article 42, rappellent qu'un projet d'arrêté doit être annoncé à une séance précédente du Conseil municipal pour être traité à la séance suivante. Par conséquent, même dans le cadre d'un débat sur une motion, nous ne pouvons pas, lors d'une séance plénière, déposer un projet d'arrêté et le traiter lors de la même séance; c'est illégal.

M. Sami Kanaan (S). Le seul moyen de pouvoir traiter en cours de séance un arrêté non inscrit à notre ordre du jour, c'est de le déposer en urgence entre 17 h et 17 h 15, ce qui, à ma connaissance, n'a pas été le cas. A la limite, tant qu'à faire, et pour aller dans le sens des proposant, l'amendement de mon collègue Mouhanna était nettement plus intelligent, parce qu'il envoyait au Conseil administratif le mandat de venir avec un projet d'arrêté en bonne et due forme, ce qui est sûr d'être légal.

Je ne vous dis pas à quel point nous nous ridiculiserions si le Département de l'intérieur se voyait obligé d'annuler pour vice de forme notre décision de ce soir si elle obtenait une majorité en sa faveur.

M. Souhail Mouhanna (AdG/SI). Il va de soi que, s'il y a un vice réglementaire et que le projet d'arrêté ne peut pas être voté ce soir, je redépose mon amendement. (*Brouhaha.*)

Le président. Nous devons d'abord prendre une décision en ce qui concerne le projet d'arrêté déposé par M. Breguet, au nom des Verts. Il m'apparaît que les arguments développés par MM. Sormanni et Kanaan par rapport à notre règlement sont imparables, puisque ce projet d'arrêté n'a pas été déposé dans les délais impartis et pas non plus en urgence, mais qu'il surgit au milieu d'une discussion. Cela dit, je donne volontiers la parole à ceux qui veulent s'exprimer à ce sujet.

M. Damien Sidler (Ve). Nous, les Verts, sommes d'avis de proposer ce projet d'arrêté en urgence pour la prochaine fois, afin qu'il puisse être traité. Nous ne sommes de toute façon plus à un mois ou deux près, je pense, Messieurs et Mesdames les socialistes. Nous le proposerons donc en urgence dans le prochain ordre du jour.

Le président. Je voudrais bien comprendre le souhait du groupe des Verts. Le projet d'arrêté que vous avez déposé maintenant, nous le considérons comme déposé en urgence, mais l'urgence ne pourra pas faire en sorte qu'il soit traité avant une session ultérieure. Est-ce que les Verts acceptent cette formulation? Votre projet d'arrêté n'a pas été déposé dans les délais, donc il ne sera pas traité ce soir, mais le 25 juin.

M. Damien Sidler (Ve). Oui, effectivement, s'il est possible de suspendre l'objet qui est traité actuellement.

Le président. Nous ne pouvons suspendre cet objet que si le groupe socialiste le retire.

M. Souhail Mouhanna (AdG/SI). Je ne vois vraiment pas où est le problème. En effet, l'amendement que nous avons déposé, M^{me} Spielmann et moi-même, est un amendement qui permettait tout à fait, puisque le montant maximum est supérieur à 500 000 francs, de demander au Conseil administratif de présenter une proposition. Cette dernière peut revenir sous forme d'un projet d'arrêté pour la prochaine séance. Par conséquent, tout est dans les règles et dans la forme. A partir de là, je ne comprends pas l'entêtement à vouloir déposer maintenant un projet d'arrêté urgent qui sera traité lors d'une session ultérieure, alors que l'amendement permet justement au Conseil administratif de venir avec le même projet d'arrêté. Si les Verts veulent à tout prix la paternité de ce projet d'arrêté, eh bien, M. Vaissade pourra dire que c'est suite à la proposition des Verts que je fais la demande, concernant ce projet d'arrêté, au Conseil administratif.

Le président. Oui, mais, Monsieur Mouhanna, tout le monde saura bien que c'est votre groupe qui a déposé l'amendement que nous allons voter incessamment.

M. Georges Breguet (Ve). Je serai très bref. Je voudrais juste vous donner la position des Verts par rapport à l'amendement de M. Mouhanna. Nous allons le soutenir. Lors de la prochaine session, nous verrons bien s'il y a un arrêté proposé par le Conseil administratif, sinon, nous parlerons de notre arrêté urgent. (*Brouhaha.*)

Le président. Eh bien, voilà, nous y arrivons. Nous considérons donc que le projet d'arrêté sera traité ultérieurement. Cependant, avant d'aller nous restaurer, je donne la parole à M. Bonny.

M. Didier Bonny (DC). Après tout ce charivari, je vais donner la position du Parti démocrate-chrétien. En ce qui concerne l'amendement de M. Mouhanna, nous le refuserons, car nous voulons être cohérents par rapport à notre position du mois de décembre 2000. Nous n'avons en effet pas changé de position. Cette année 2001 est une année de transition pour que les discussions aient lieu, et nous verrons où nous en sommes au moment de l'examen du budget 2002. Je dois dire

que les socialistes ont peut-être un peu – j'allais dire péché, mais M. Vaissade aurait ensuite fait des petites allusions pas très fines, comme il a fait tout à l'heure (*rires*) – alors disons qu'ils ont peut-être voulu trop bien faire et, finalement, c'est ce qu'on appelle un autogoal, parce que cela nous revient en pleine figure.

Il aurait été bien mieux de ne pas discuter de tout cela, nous en aurions reparlé lors du prochain budget. Maintenant, nous allons y revenir lors d'une prochaine session, et cela fait déjà deux heures que l'on discute de ce que l'on a déjà discuté au mois de décembre 2000 pendant deux heures. Ce n'est peut-être pas fini, nous y reviendrons encore lors de nos séances de la fin juin.

Finalement, ce qui me déçoit le plus, c'est que celles et ceux qui avaient été battus lors de l'examen du budget 2001 ne sont pas capables d'accepter leur défaite et veulent revenir encore une fois sur le sujet. Il me semble qu'une fois qu'on a accepté ou refusé quelque chose au budget, on s'y tient jusqu'au budget suivant. A mon avis, c'est la meilleure façon de fonctionner et cela nous éviterait de ne traiter que deux points de notre ordre du jour en une séance et demie.

M. Souhail Mouhanna (AdG/SI). Je demande le vote à l'appel nominal, Monsieur le président.

Le président. Est-ce que vous êtes suivi? (*Plus de quatre conseillers municipaux lèvent la main.*) C'est le cas. Vous demandez le vote à l'appel nominal sur l'amendement? Oui, alors nous allons procéder de la manière suivante: nous allons d'abord voter l'amendement déposé par M. Souhail Mouhanna et M^{me} Marie-France Spielmann, qui remplace complètement l'invite de la motion socialiste. Si cet amendement est voté, nous considérerons que l'amendement des Verts est caduc.

Mis aux voix à l'appel nominal, l'amendement de M. Mouhanna et M^{me} Spielmann est refusé par 33 non contre 31 oui.

Ont voté non (33):

M^{me} Anne-Marie von Arx-Vernon (DC), M^{me} Nicole Bobillier (S), M. Didier Bonny (DC), M^{me} Marie-Thérèse Bovier (L), M^{me} Renate Cornu (L), M. Olivier Coste (S), M^{me} Barbara Cramer (L), M^{me} Linda de Coulon (L), M. Roger Deneys (S), M. Gérard Deshusses (S), M^{me} Alice Ecuivillon (DC), M. Jean-Louis Fazio (S), M. Jean-Marc Froidevaux (L), M^{me}. Micheline Gioiosa (L), M. René Grand

(S), M. Jean-Marc Guscetti (L), M. Jean-Marie Hainaut (L), M. François Har-
mann (L), M. François Henry (L), M. Roman Juon (S), M. Sami Kanaan (S),
M^{me} Virginie Keller Lopez (S), M. Jean-Charles Lathion (DC), M. Guy Mettan
(DC), M. Robert Pattaroni (DC), M^{me} Annina Pfund (S), M. Peter Pirkli (L),
M. Georges Queloz (L), M. Pierre Reichenbach (L), M^{me} Sandrine Salerno (S),
M. Guy Savary (DC), M. Armand Schweingruber (L), M. Daniel Sormanni (S).

Ont voté oui (31):

M. Georges Breguet (Ve), M. Alain Comte (AdG/TP), M^{me} Eustacia Cortor-
real (AdG/TP), M^{me} Michèle Ducret (R), M. Alain Dupraz (AdG/TP), M^{me} Hélène
Ecuyer (AdG/TP), M. Alain Fischer (R), M. Jacques François (AdG/SI),
M^{me} Monique Guignard (AdG/TP), M^{me} Catherine Hämmerli-Lang (R),
M^{me} Vanessa Ischi (Ve), M^{me} Liliane Johner (AdG/TP), M. Guy Jousson
(AdG/TP), M. Daniel Künzi (AdG/SI), M^{me} Michèle Künzler (Ve), M^{me} Ruth Lanz
(AdG/SI), M. Jean-Pierre Lyon (AdG/SI), M. Alain Marquet (Ve), M^{me} Christina
Matthey (Ve), M. Jacques Mino (AdG/SI), M. Souhail Mouhanna (AdG/SI),
M^{me} Isabel Nerny (AdG/SI), M. Paul Oberson (Ve), M. Bernard Paillard
(AdG/SI), M. Jean-Pascal Perler (Ve), M. Alain-Georges Sandoz (AdG/TP),
M. Damien Sidler (Ve), M. François Sottas (AdG/TP), M^{me} Marie-France Spiel-
mann (AdG/TP), M^{me} Marie Vanek (AdG/SI), M. Christian Zaugg (AdG/SI).

Etaient excusés à la séance ou absents au moment du vote (15):

M. Roberto Broggin (Ve), M^{me} Sophie Christen (L), M. Sacha Ding (L),
M. Guy Dossan (R), M. Michel Ducret (R), M^{me} Fatiha Eberle (AdG/SI),
M. André Kaplun (L), M. Bernard Lescaze (R), M. Pierre Maudet (R), M. Mark
Muller (L), M. Jean-Pierre Oberholzer (L), M^{me} Alexandra Rys (DC), M^{me} Eve-
lyne Strubin (AdG/SI), M^{me} Arielle Wagenknecht (DC), M. René Winet (R)

Présidence:

M. Pierre Losio (Ve), président, n'a pas voté.

M. Gérard Deshusses (S). Le groupe socialiste demande le vote à l'appel
nominal sur la motion. (*Désapprobations.*)

Le président. Monsieur Deshusses, vous voudrez bien attendre que nous
votions l'amendement déposé par les Verts.

Mis aux voix, l'amendement des Verts, demandant de supprimer la première condition figurant dans l'invite de la motion, est refusé à la majorité.

Le président. Je fais maintenant voter la prise en considération de la motion. Est-ce que vous souhaitez un renvoi de la motion à une commission, Monsieur Deshusses?

M. Gérard Deshusses (S). Je souhaite simplement le vote à l'appel nominal sur cette motion. Je réitère ma demande.

Le président. Est-ce que le groupe socialiste souhaite un renvoi en commission?

M^{me} Virginie Keller Lopez (S). Nous souhaitons le renvoi de la motion à la commission des arts et de la culture.

Le président. Monsieur Deshusses, est-ce que vous êtes suivi sur le vote nominal? (*Plus de quatre conseillers municipaux lèvent la main.*) C'est le cas. Nous allons donc procéder à un vote à l'appel nominal pour la prise en considération de la motion et son renvoi à la commission des arts et de la culture.

Mis aux voix à l'appel nominal, la prise en considération de la motion et son renvoi à la commission des arts et de la culture sont refusés par 39 non contre 22 oui.

Ont voté non (39):

M^{me} Marie-Thérèse Bovier (L), M. Georges Breguet (Ve), M Roberto Brogini (Ve), M^{me} Eustacia Cortorreal (AdG/TP), M^{me} Barbara Cramer (L), M^{me} Linda de Coulon (L), M^{me} Michèle Ducret (R), M^{me} Hélène Ecuyer (AdG/TP), M. Jacques François (AdG/SI), M. Jean-Marc Froidevaux (L), M^{me} Micheline Gioiosa (L), M^{me} Monique Guignard (AdG/TP), M. Jean-Marc Guscetti (L), M. Jean-Marie Hainaut (L), M^{me} Catherine Hämmerli-Lang (R), M. François Harman (L), M. François Henry (L), M^{me} Vanessa Ischi (Ve), M^{me} Liliane Johner (AdG/TP), M. Guy Jousson (AdG/TP), M. Daniel Künzi (AdG/SI), M^{me} Michèle Künzler (Ve), M^{me} Ruth Lanz (AdG/SI), M. Jean-Pierre Lyon (AdG/SI), M. Alain

Marquet (Ve), M^{me} Christina Matthey (Ve), M. Jacques Mino (AdG/SI), M. Souhail Mouhanna (AdG/SI), M. Paul Oberson (Ve), M. Jean-Pascal Perler (Ve), M. Peter Pirkl (L), M. Georges Queloz (L), M. Pierre Reichenbach (L), M. Alain-Georges Sandoz (AdG/TP), M. Armand Schweingruber (L), M. Damien Sidler (Ve), M^{me} Marie-France Spielmann (AdG/TP), M^{me} Marie Vanek (AdG/SI), M. Christian Zaugg (AdG/SI).

Ont voté oui (22):

M^{me} Anne-Marie von Arx-Vernon (DC), M^{me} Nicole Bobillier (S), M. Didier Bonny (DC), M. Alain Comte (AdG/TP), M^{me} Renate Cornu (L), M. Olivier Coste (S), M. Roger Deneys (S), M. Gérard Deshusses (S), M^{me} Alice Ecuivillon (DC), M. Jean-Louis Fazio (S), M. Alain Fischer (R), M. René Grand (S), M. Roman Juon (S), M. Sami Kanaan (S), M^{me} Virginie Keller Lopez (S), M. Jean-Charles Lathion (DC), M. Guy Mettan (DC), M. Robert Pattaroni (DC), M^{me} Annina Pfund (S), M^{me} Sandrine Salerno (S), M. Guy Savary (DC), M. Daniel Sormanni (S).

Se sont abstenus (4):

M. Alain Dupraz (AdG/TP), M^{me} Isabel Nerny (AdG/SI), M. Bernard Paillard (AdG/SI), M. François Sottas (AdG/TP).

Étaient excusés à la séance ou absents au moment du vote (14):

M^{me} Sophie Christen (L), M. Sacha Ding (L), M. Guy Dossan (R), M. Michel Ducret (R), M^{me} Fatiha Eberle (AdG/SI), M. André Kaplun (L), M. Bernard Lescaze (R), M. Pierre Maudet (R), M. Mark Muller (L), M. Jean-Pierre Oberholzer (L), M^{me} Alexandra Rys (DC), M^{me} Evelyne Strubin (AdG/SI), M^{me} Arielle Wagenknecht (DC), M. René Winet (R).

Présidence:

M. Pierre Losio (Ve), président, n'a pas voté.

6. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

7. Interpellations.

Néant.

8. Questions.

Néant.

Le président. Je vous souhaite un bon appétit, non sans avoir salué la présence de M^{me} Christiane Olivier à la tribune. Nous reprendrons à 20 h 30.

Séance levée à 19 h 05.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	78
2. Communications du bureau du Conseil municipal	79
3. Motion de MM. Paul Oberson, Damien Sidler, Alain Fischer, Roman Juon, M ^{mes} Vanessa Ischi, Marie-France Spielmann et Eustacia Cortoreal: «Toilettes pour tous» (M-188)	80
4. Rapport de la commission du règlement chargée d'examiner le projet d'arrêté de M ^{me} Alice Ecuivillon, MM. Bernard Paillard, Jean-Pierre Oberholzer, Jean-Charles Rielle, M ^{mes} Christina Matthey, Hélène Ecuyer et M. René Winet, renvoyé en commission le 11 octobre 2000, intitulé: «Modification de l'article 78 du règlement du Conseil municipal» (PA-10 A)	81
5. Motion de MM. Sami Kanaan et Gérard Deshusses: «Pour un effort collectif en faveur du Théâtre de Carouge et le respect des décisions du Conseil municipal» (M-162).....	83
6. Propositions des conseillers municipaux	121
7. Interpellations	122
8. Questions	122

La mémorialiste:
Marguerite Conus